



Jean-Philippe Peemans et le développement : résonance d'une pensée radicale

Actes de la journée du 3 octobre 2022

Thierry AMOUGOU

Marie-Carmen BEX

Isabelle CASSIERS

Ton DINH VU

Maria Victoria GARCIA VETTORAZZI

Raul GONZALEZ MEYER

Frédéric LAPEYRE

Philippe LEBAILLY

Vincent LEGRAND

Andreia LEMAITRE

Claude-Michel LORIAUX

Etienne VERHAEGEN

Jean-Marie WAUTELET

Mots d'accueil

Andreia LEMAITRE

DVLP-UCLouvain

andreia.lemaitre@uclouvain.be

Bienvenue

Bonjour à toutes et à tous,

Le professeur Jean-Philippe Peemans nous a quittés en janvier passé, laissant un grand vide à l'UCLouvain, au Centre d'études du développement (DVLP), au sein de l'École doctorale thématique en études du développement et dans les Masters en développement, dont il fut l'un des fondateurs. Nous lui devons beaucoup et c'est peu dire. Nous étions plusieurs à souhaiter organiser une journée en sa mémoire et à souhaiter poursuivre sa réflexion. Nous voici donc toutes et tous réunies, venus de loin pour certains, merci à vous.

Jean-Philippe

Jean-Philippe Peemans animait encore en décembre 2021 les rencontres de l'École doctorale thématique en études du développement et participait aux séminaires du Centre d'Études du Développement. Il nous y partageait ses perspectives et ses réflexions, articulant la place des acteurs du bas, le caractère crucial du temps long, le bien être des territoires, piliers de cette économie populaire, économie politique critique du développement qu'il a fondée et approfondie tout au long de ses plus de cinquante années de recherche et de terrain.

Comme l'hommage le disait également, sa retenue a empêché que l'on qualifie ses travaux « d'École de l'économie populaire de Louvain », mais son apport n'en est pas moins majeur. Comment les pratiques populaires séculaires développent-elles des formes de gouvernance locale et domestiques face à la globalisation ? Comment une perspective historique de longue période basée sur l'analyse des rapports société-nature permet de distinguer la transition écologique et le concept de développement ? Pourquoi replacer les problématiques agricole et rurale et la paysannerie au cœur du développement s'avère-t-il nécessaire à la construction de territoires de vie durables, tant dans les Suds qu'au Nord ? Est-ce que le développement réel de ce début de XXIe siècle ne tend pas à éroder, voire à dissoudre, les capacités des acteurs populaires ? Telles sont quelques-unes des interrogations fondamentales que ses derniers travaux ont traitées.

Jean-Philippe a élaboré sa pensée en Europe, de l'est et de l'ouest, en Amérique latine, en Asie – notamment au Vietnam ou en Corée – ou encore en Afrique, avec un rôle particulier joué par la République Démocratique du Congo. Présent au sein de nombreux réseaux internationaux, il a structuré ses travaux dans de multiples publications, souvent collectives, et

encadré de nombreux doctorantes et doctorants, dont certaines et certains sont ici aujourd'hui pour témoigner.

Le Centre d'études du développement

Sans Jean-Philippe, nous l'avons dit, il n'y aurait pas eu les Masters en développement ni le Centre d'études du développement (DVLP) de l'UCLouvain (auparavant Institut d'études du développement). Le centre fut fondé en 1961 dans le contexte des décolonisations et de la volonté de l'UCLouvain de s'adapter à ces nouvelles réalités. Depuis plus d'un demi-siècle, il développe de nombreux programmes de recherche, ainsi que des programmes d'enseignement, liés à l'Afrique, l'Amérique latine, le Monde arabe et l'Asie (avec une approche comparatiste).

Des dizaines de doctorantes et doctorants sont passés par DVLP. Nombre d'entre eux, avec un fort ancrage sur le terrain, provenaient d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient... DVLP a ainsi été un lieu d'échange, de recherche et de formation, permettant des rencontres intercontinentales et un travail nord-sud de longue haleine. Ces chercheurs ont assumé différents engagements dans les sociétés du Sud et ont été des témoins privilégiés de l'évolution des politiques de coopération. Le Centre fut l'un des fondateurs de l'École doctorale thématique en Études du développement (reconnue auprès du FNRS). Il s'est largement ouvert aux influences intellectuelles du Sud, notamment, comme nous l'avons dit, à travers l'accueil de nombreux chercheurs internationaux, ce qui constitue l'une de ses particularités. Il a permis jusqu'aujourd'hui le développement d'une cinquantaine de thèses de doctorat en études du développement (*Development Studies*). Mais, comme Jean-Philippe, il entend les études du développement au sens large, concernant tant le Nord que les Suds, et leurs interactions.

La « co-construction des savoirs » avec les acteurs de terrain et avec les Sud-est au cœur des recherches menées, établies notamment dans le cadre des programmes interuniversitaires soutenus par l'ARES. Cela a permis des initiatives conjointes multiples avec des centres d'enseignement supérieur couvrant un large éventail de pays situés en Afrique (Burundi, Niger, Rwanda, République démocratique du Congo, Maroc), en Amérique latine (Bolivie, Équateur et Pérou) et en Asie (Vietnam).

Des espaces de réflexion interdisciplinaires ont été créés autour d'ensembles régionaux, comme le Groupe d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain (GERMAC), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Afrique subsaharienne (GRIASS), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Amérique latine (GRIAL) et le Groupe de recherches en Asie de l'Est et du Sud-Est (GRAESE) que Jean-Philippe co-animait.

L'idée de résonance

Jean-Philippe justement dont nous sommes amenés aujourd'hui à penser les résonances dans notre travail. En effet, il n'a pas produit de « petits Jean-Philippe » à l'identique. Au contraire, il a marqué profondément une pluralité de scientifiques dans des domaines divers. Ses travaux de recherche, qui ont évolué au fil du temps et des transformations du monde, nous semblent avoir une épistémologie commune qui a marqué de nombreux chercheuses et chercheurs aux analyses et méthodologies variées et aux trajectoires pourtant très différentes. L'on peut ainsi citer :

- L'intérêt d'étudier le développement et l'adoption d'une *perspective critique* vis-à-vis des « théories de la modernisation ». Il s'agit d'une invitation à une pensée sans concession, à s'autoriser une certaine radicalité dans la pensée sur le développement.
- En effet, le développement est un *champ conflictuel*, un domaine conflictuel où s'affrontent différentes perspectives d'analyse et d'action, qui ne peuvent être réduites à la coopération au développement. Au-delà de la surface lisse des discours, il y a, à de multiples niveaux, du local à l'international, un jeu d'acteurs en conflit autour de projets différents, notamment entre les acteurs de l'accumulation globalisée et celles et ceux qui tentent de construire un territoire de vie.

Pour ce faire, Jean-Philippe rappelle :

- L'importance d'adopter une *perspective historique*, de temps long, qui permette de contextualiser des pratiques populaires et paysannes dont les formes et les spécificités peuvent être très diverses selon le *territoire* ;
- Le rôle central du *terrain* de recherche, de longs séjours de recueil de données originales, pour étudier ces acteurs locaux et les défis qui se posent à eux dans des environnements changeants ;
- L'adoption d'une *perspective interdisciplinaire*, tentante de combiner les apports de diverses disciplines en sciences sociales pour saisir la complexité des processus de développement en cours.

À cette journée de réflexion commune, vos réponses ont été nombreuses. Nous savons déjà qu'elle sera dense et riche. Nous sommes honorées que vous soyez là aujourd'hui et nous réjouissons de partager ensemble ces moments.

Quand Jean-Philippe nous invite à changer de regards : d'une histoire de l'industrialisation basée sur la reproduction élargie à la mise en perspective de l'économie populaire et solidaire

Jean-Marie WAUTELET

UCLouvain

jean-marie.wautelet@uclouvain.be

1. Jean-Philippe et ma trajectoire personnelle

1.1 Premiers contacts

Je commencerai cet exposé par mes premiers contacts avec Jean-Philippe. Sans que j'en mesure l'importance à ce moment, ils vont influencer l'ensemble de ma carrière. Voici un peu plus de cinquante-trois ans, je suivais mon premier cours avec Jean-Philippe : un cours basé sur l'histoire comparée de la Chine et du Japon dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Plus concrètement quelques mots « en résumé ! » sur le contenu du cours. Cette période de la fin du XIXe siècle est marquée par des renversements sociaux et politiques importants quoique très différents entre les deux pays tant au niveau des structures de pouvoir au sein de l'État et de la paysannerie que des relations de ces deux pays avec l'extérieur.

D'un côté au Japon, dans le cadre des réformes de l'ère Meiji (1869-1912), on assiste à un renversement de la structure féodale de pouvoir et à la mise en place d'un régime parlementaire basé sur le pouvoir absolu de l'empereur. Ce renversement va modifier l'ensemble des articulations économiques, sociales, politiques et culturelles modifiant les anciens rapports féodaux, débouchant sur une centralisation du pouvoir, une croissance de l'industrie et des échanges commerciaux, la création d'une monnaie unique (le yen), la mise sur pied d'une armée permettant une expansion territoriale vers la Russie, la Chine, Taïwan et la Corée.

En Chine, au contraire l'incapacité du pouvoir impérial à résister à la volonté d'ouverture des frontières que lui imposent l'Angleterre et la France à travers les deux guerres de l'opium (1839-1842, 1856-1860) met à mal les bases économiques et sociales de la société chinoise et particulièrement de la paysannerie soumise à la croissance de la fiscalité d'un État central se reposant sur les barons locaux pour la perception des impôts. De plus l'artisanat local qui constituait une part importante de la production industrielle chinoise est lui-même concurrencé à l'intérieur du pays par les accords commerciaux imposés par l'Angleterre et par la France suite aux défaites militaires de la dynastie Qing. Coexistent donc jusqu'au début du XXe siècle la petite production dans l'agriculture et l'industrie locale et la production industrielle aux mains des capitaux chinois et étrangers dans le cadre d'un État central incapable de

résoudre les disparités régionales, les rapports sociaux inégalitaires dans les campagnes et les crises alimentaires dues aux périodes de faible production dans l'agriculture suite aux calamités naturelles récurrentes. Ainsi malgré une part importante des petits exploitants travaillant leur terre en faire-valoir direct, les relations de pouvoir au sein des espaces ruraux permettent aux notables locaux de percevoir une rente foncière élevée par rapport à la production.

Contrairement à la croissance du pouvoir central au Japon, on assiste en Chine à la déliquescence du pouvoir impérial incapable de proposer en milieu rural des mesures réduisant la prédation des notables sur la paysannerie et de faire face à l'ingérence des puissances étrangères sur la gestion économique du pays.

De ces premiers cours avec Jean-Philippe, j'allais donc vite comprendre que dans l'étude des processus de développement, l'histoire politique et diplomatique est indissociable de l'histoire géographique, économique et sociale. Les dates et l'événementiel n'ont droit de cité qu'au sein d'une périodisation croisant l'activité matérielle des populations sur un territoire donné, l'organisation de la société avec ses structures de pouvoir dont l'État et ses relations avec les autres territoires. Je faisais pour la première fois une plongée en apnée dans l'approche interdisciplinaire augmentée d'une comparaison entre deux pays très éloignés de l'historiographie européenne.

1.2 L'influence des professeurs visiteurs

J'ignore le rôle exact de Jean-Philippe dans le choix des professeurs visiteurs de ces années 69-72, en particulier Jean Bouvier, Catherine Coquery-Vidrovitch, Ernest Mandel et André Gunder Franck qui vont influencer à des titres divers mon parcours d'étudiant et de chercheur. Je ne peux que remarquer leur proximité intellectuelle avec les travaux de Jean-Philippe.

- Jean Bouvier est un historien proche des théories marxistes et de l'école des Annales. À travers son cours et son séminaire de doctorat en Histoire économique et sociale contemporaine à la Sorbonne, il a joué un rôle dans le fait de fonder mes travaux sur une analyse critique des observations statistiques qui allait me conduire personnellement à un travail long sur les données des salaires, de la productivité, et du taux de plus-value dans les 22 branches industrielles au Brésil de 1949 à 1969 dans le cadre de mon mémoire, et dans le cadre de ma thèse sur les bilans des entreprises industrielles en Belgique au XIXe siècle.
- Catherine Coquery-Vidrovitch est une chercheuse dont les travaux sur l'Afrique, notamment sur les enjeux politiques de la colonisation ainsi que sur le concept d'impérialisme et de capitalisme en Afrique ont permis mes premiers pas dans l'approche de l'étude de ce continent qui allaient devenir pendant plus de 45 ans un terrain de recherche fécond puisque Jean-Philippe m'associait à une recherche comparative sur la politique économique de cinq pays africains qui allait donner lieu à une publication sur l'accumulation et le développement au Zaïre de 1960 à 1980 ; et un terrain d'enseignement auprès des étudiants africains du programme FOPES, et dans le cadre de mes nombreux séjours au sein d'universités en Afrique.

- André Gunder-Franck est un des fondateurs de la théorie de la dépendance. Je me souviens des nombreux articles proposés comme support de son cours qui présageait de par leur diversité géographique ses futurs travaux sur l'économie mondiale. Ses nombreuses publications sont à la base de mon questionnement de mémoire sur la relation entre théorie de la dépendance et industrialisation au Brésil.
- Enfin Ernest Mandel est l'auteur de nombreux livres sur les théories marxistes, membre important de la Quatrième internationale et dont l'influence sur l'ensemble de mes travaux et de mes positions politiques et sociales m'apparaît évidente avec le recul.

1.3 Du professeur à l'encadreur

Un long cheminement avec Jean-Philippe allait suivre ce premier cours, d'abord en tant que promoteur de mémoire de master en économie (avec Jacques Gouverneur comme co-promoteur) sur les contradictions de l'industrialisation brésilienne de 1945 à 1971, et ensuite de thèse sur les structures industrielles et la reproduction élargie du capital en Belgique de 1850 à 1914.

Ce sujet de thèse découlait d'un projet de recherche conçu par Jean-Philippe Peemans et financé par le Fonds de la Recherche Fondamentale Collective, cherchant à dessiner les contours et les formes des modes d'accumulation en Belgique.

L'analyse des données sur l'évolution des branches industrielles (charbonnages et métallurgie), se centrait sur la formation des prix et salaires dans ces branches, leur influence sur le rapport salarial et le rôle du progrès technique sur la division économique et sociale du travail. Le travail sur les bilans des entreprises au sein de ces branches permettant de cerner la formation du profit. Enfin l'analyse de leur articulation avec les autres secteurs (en particulier l'agriculture, le secteur bancaire), et le rôle de l'État (entre autres son rôle dans le soutien d'une économie de bas salaires contrastant avec le degré d'industrialisation de l'économie) dessinait ainsi les formes du mode d'accumulation en Belgique. Cette analyse historico-systémique permettait d'établir une périodisation de la reproduction élargie du capital en Belgique de 1850 à 1914 sur base du mode d'articulation spécifique entre formations du capital – évolution des structures industrielles – et mode de reproduction de la force de travail.

1.4 De l'assistant au collègue

Tout en travaillant à la finalisation de ma thèse, j'ai été repris d'abord dans un projet de réalisation de monographie sur quelques pays africains dirigés par Jean-Philippe avant d'être repris comme assistant à l'Institut d'études du développement (1981-1987) et enseignant au Centre International de formation et de recherche en Population et développement – CIDEP (1987-1995).

Cet enseignement est parallèle à la finalisation de la publication de ma thèse et se déroule plutôt en lien avec les préoccupations théoriques du concept « intégrer population et développement ».

Je retiens de cette période le rôle de Jean Philippe (me renouvelant à chaque étape sa confiance et son soutien) et du professeur Michel Loriaux pour arriver à construire un programme où la démographie était un support technique à la compréhension des relations et entre la population et les processus de développement et non l'inverse. À partir de 1995, et ma nomination comme chargé de cours à temps plein, je rejoins « la cour des grands » tout en restant attentif et à l'écoute des travaux de Jean-Philippe et de l'évolution de sa pensée entre autres dans l'encadrement de séminaire en commun.

2. Résonance d'un parcours avec un scientifique exigeant et fidèle en amitié

2.1. La place centrale du devenir de l'Institut d'études du développement

Alors qu'il aurait pu, de par sa trajectoire intellectuelle, centrer ses activités d'enseignement, de recherche et de responsabilité institutionnelle dans des centres basés sur une discipline scientifique plus « visible et mieux reconnue » au sein de l'Université, Jean-Philippe a toujours été présent et investi dans le devenir et le fonctionnement de l'Institut d'études du développement. Sa capacité à faire financer de nombreux projets de recherches dans le domaine du développement a permis une dynamique de recherche à l'Institut et la présentation de nombreuses thèses de doctorat.

Combien de fois n'ai-je pas vu Jean-Philippe anxieux du devenir de l'Institut souvent mis en péril à travers les réformes institutionnelles périodiques de l'Université, tout en se refusant à occuper des postes de responsabilité dans des structures qui l'auraient entraîné dans des rapports de force qui lui semblaient « futiles » et dans des réunions assez éloignées de ses préoccupations de chercheurs.

Sa préoccupation était également de maintenir à l'Institut une approche critique face aux positions des institutions de financement et de coopération au développement.

2.2. Une pensée radicale

Le fondement de la critique de Jean-Philippe repose sur un questionnement de départ qu'il impose aux différentes politiques de développement : quelle est la fonctionnalité de telle théorie ou telle politique menée au nom du développement par rapport aux critères de valorisation du capital ?

N'en déplaise à nombre de ses confrères qui y voit là le passage d'une approche être sensée « scientifique » à une posture idéologique, Jean-Philippe la revendique clairement. Je le cite « la dimension idéologique est indissociable des grands débats sur le développement étant

donné l'inextricable relation entre vision du monde et approche scientifique qui traverse tous les discours sur le développement »¹.

La base de cette posture de la critique radicale de Jean-Philippe repose sur son analyse des nouvelles politiques mises en œuvre par un acteur donné, comme fonctionnelle ou non dans le renforcement de la vision dominante de la modernisation dans l'ordre des choses et le moyen de l'imposer dans l'ordre des peuples

Si l'on reprend l'analyse en trois étages de Braudel², on peut dire que les analyses de Jean-Philippe seront centrées à partir des années 80-90, de plus en plus sur le « rez-de-chaussée ».

Partant d'une analyse privilégiant l'analyse des dynamiques où « l'ordre des choses » s'impose à « l'ordre des peuples »

« Cette conception déplace radicalement le regard vers les "les peuples et les gens", ceux qui à travers le monde ont toujours été considérés comme les instruments et les objets de la modernisation à poursuivre inlassablement. En prenant en considération les demandes de développement révélées par les pratiques de vie "des acteurs oubliés" de la modernisation, on évolue vers une tout autre conception des enjeux du développement. Il ne s'agit plus de s'obnubiler sur les conflits entre élites autour de la manière de concevoir "l'ordre des choses", mais de prendre conscience de l'irréparable distance qui sépare ce dernier des problèmes de vie de l'immense majorité "des peuples et des gens" du monde »³.

Jean-Philippe s'intéresse clairement, dans les années 1990-2000, aux dynamiques multi-formes à l'œuvre dans la vie quotidienne des acteurs d'en bas sans chercher prioritairement à cerner leur fonctionnalité par rapport aux critères de valorisation du capital. Il veut montrer comment l'intégration du social et de l'économique conduit à un mode spécifique de fonctionnement :

« Lorsque l'on prend en considération l'histoire longue des conflits entre "acteurs du bas" et "acteurs du haut", on peut se rendre compte que la force des collectivités et des peuples a résidé dans une capacité de construire, à travers souvent un temps très long, les conditions

¹ Peemans J.-P., Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XXe siècle, Academia, L'Harmattan, 2002, p. 10

² Braudel F., Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle, Tome 1, Les structures du quotidien : le possible et l'impossible, p.8. Suivant Fernand Braudel trois économies se croisent avec plus ou moins d'intensité suivant les périodes historiques : l'économie du quotidien basée sur les échanges de proximité et l'autosuffisance, le travail domestique, regroupant la plus grande part des activités matérielles des populations à l'échelle du monde l'économie de marché basée sur les mécanismes de production et d'échange liés aux activités rurales, aux échoppes, aux ateliers, aux boutiques, aux banques, et naturellement aux marchés enfin au-dessus des marchés, le domaine du capitalisme où on trouve des hiérarchies sociales actives (États, les grandes entreprises et les institutions financières internationales capables de fausser les échanges à leur profit et d'y imposer leurs règles).

³ Peemans J.-P., *op.cit.* p.12

qui ont permis d'assurer à ces collectivités une sécurité d'existence, matérielle et spirituelle, plus ou moins forte et diversifiée, selon des contextes historiques différents »⁴.

3. Rencontre avec l'intellectuel

Les points ci-dessus ont déjà relevé la curiosité et la grande capacité de J.-P. Peemans a abordé la littérature sur le développement sous ses multiples facettes, tant empiriques que théoriques, dans une approche historico-systémique exigeante. Son livre de 2002 (*op cit.*) sur le « développement des peuples face à la modernisation du monde », sous-titré « les théories du développement face aux histoires du développement "réel" dans la seconde moitié du XIXe siècle » témoignent de sa capacité de lecture et de mise en perspective des travaux consultés dans le cadre de son champ d'analyse.

Au-delà de ses travaux publiés, un certain nombre de souvenirs plus ou moins anecdotiques viennent à l'esprit lorsque l'on veut décrire la force de travail caractérisant ce grand intellectuel :

- la nécessité d'avoir un espace de travail suffisant pour pouvoir gérer ses multiples approches de la dynamique des acteurs dans leur dimension territoriale et historique de longue période ; nombreux ont pu le constater tant sur sa table de lecture et de prise de note à la Bibliothèque Royale de Belgique, ou à l'espace de travail (6 bureaux répartis par région ou thème de travail !) qu'il avait pu, dans le prolongement de son bureau, s'aménager sous les combles de l'Institut des Sciences économiques ;
- les interventions « longues » de Jean-Philippe lors des repas, nous resituant tel ou tel propos de la discussion, à première vue factuelle, dans leur dimension historique et dans les enjeux de pouvoir des acteurs concernés, débouchant souvent, à notre demande d'une rédaction écrite de sa présentation orale, par exemple à une histoire de l'Europe de l'Empire romain à aujourd'hui dont on peut supposer qu'elle se trouve ici et là dans ses nombreux manuscrits !

4. Rencontre avec un homme sensible et tout en délicatesse dans son approche d'autres

Il est nécessaire de distinguer la radicalité de sa pensée de la posture individuelle de Jean-Philippe et ses rapports humains. Avoir côtoyé Jean-Philippe pendant plus de 50 ans me renvoie naturellement à des souvenirs plus personnels comme le décès de personnes proches, mon mariage... ou des souvenirs liés au travail académique comme sa manière de critiquer mes travaux et ceux des étudiants lors d'un séminaire, d'un projet ou d'une défense de thèse...

⁴ Peemans, *op cit.* p.442 ; voir aussi sur les pratiques populaires comme réponse alternative à la modernisation, les chapitres 12 à 15 de ce livre.

Plutôt que de commenter directement la faiblesse théorique ou empirique d'un travail de séminaire, de mémoire ou de thèse, Jean-Philippe replaçait le texte de l'étudiant ou du chercheur dans une analyse approfondie et personnelle du sujet qui laissait apparaître « gentiment » ses critiques, tout en montrant les possibilités de reconstruction du projet.

C'est naturellement ce souvenir (ces résonances) d'un Monsieur très exigeant (pour lui et pour les autres) dans le cadre de son travail, tout en accordant son amitié et sa bienveillance envers ses collègues de travail, que je désirais partager ce matin.

Les paysans comme acteurs historiques et centraux du développement

Étienne VERHAEGEN

DVLP - UCLouvain

etienne.verhaegen@uclouvain.be

&

Philippe Lebailly

Université de Liège

philippe.lebailly@uliege.be

Commençons par dire que, pour répondre à la question posée sur la « résonance », nous sommes confrontés à deux difficultés :

- Philippe et moi avons côtoyé Jean-Philippe depuis si longtemps – depuis quasiment le début de nos carrières respectives – et de manière si constante : doctorat, cours en commun, missions, articles, ouvrages... qu'il devient impossible de dégager, dans nos approches et manières de penser, ce que l'on doit à Jean-Philippe de ce qui ne ressort pas de son influence ! Même si n'avons pas toujours été d'accord avec lui, les différentes pièces du puzzle que nous avons assemblées avec lui ne sont plus clairement distinguables.
- Par ailleurs, l'amplitude de sa pensée n'a d'égale que sa cohérence absolue. Il est donc difficile d'isoler et de capter en quelques minutes des éléments particuliers de cette pensée sans affaiblir l'immense construction d'ensemble.

Mais puisqu'il faut bien s'y résoudre, nous allons tenter de nous focaliser sur l'importance de l'approche sociohistorique et systémique de Jean-Philippe sur les paysanneries du Nord et du Sud.

Historiquement, les paysanneries constituent la fraction la plus nombreuse des acteurs populaires, et elles entretiennent des liens extrêmement forts avec les cycles de la nature et les territoires.

Jean-Philippe leur a donc toujours accordé une attention particulière dans ses analyses du paradigme de modernisation à la lumière des rapports de domination. Resituer les paysans comme acteurs historiques centraux du développement est une des voies les plus importantes qu'il a creusée pour déconstruire le paradigme de la modernisation. Il a en effet abondamment souligné l'enfermement, par la pensée développementaliste dominante, des paysans en tant que, à la fois, objet et instrument de la modernisation. Les paysanneries du Sud ne sont vues que comme « masses de pauvres » à intégrer au marché, à stimuler comme agent de « capacités » individualistes, à travers le micro-crédit, la micro-entreprise, l'*empowerment*,

les modèles dits inclusifs d'agro-business, etc. Tous ces instruments qui sont censés transformer le « local rural » en nouvelle frontière de la globalisation.

Plus récemment, Jean-Philippe a aussi intégré, dans sa critique de la modernisation, le discours **victimaire**, à travers les droits de l'homme et de la femme ou les droits humanitaires. Il considérait que ces droits sont partis évidents d'une nouvelle frontière de la modernisation. En effet, ils visent à annuler la complexité de l'histoire longue à travers la promotion d'une nouvelle vision éthique transcendantale ahistorique et hypernormative exaltant la prééminence des droits de l'individu face aux normes collectives qui ont toujours été au cœur des civilisations paysannes.

Répondant à la transversalité et transdisciplinarité avec lesquelles la théorie de la modernisation conçoit le développement dans tous ses aspects, l'originalité de l'apport de Jean-Philippe a été précisément d'offrir une vision globale, multi-dimensionnelle, de la place et des spécificités des paysanneries dans le développement des sociétés.

Cette multi-dimensionnalité peemansienne, dont la formidable cohérence est la marque de sa rigueur, s'est déployée le long de trois axes : celui du système espace-temps, celui du rapport à l'histoire et celui des stratégies paysannes de résistance et d'adaptation.

En s'appuyant sur les réalités concrètes des modes de production et reproduction des paysanneries ancrées dans leurs territoires de vie (ce qu'il appelait le « développement réel »), Jean-Philippe n'aura de cesse de déconstruire à la fois le temps unique, universel, téléologique ; et l'espace, également unique, définit seulement par le temps du progrès.

On n'est pas dans une évolution inéluctable des lois du progrès et des étapes universelles du développement, dans leurs versions libérales ou marxistes, mais dans l'histoire d'une évolution chaotique, d'une violence extrême, et dont l'issue a différé selon les capacités de résistance des populations.

De même, à cet espace uniformisé, entièrement déterminé par le temps du progrès, Jean-Philippe lui oppose la notion de « territoire de vie » qui lui permet de ré-introduire un temps multiple, c'est-à-dire à la fois un temps non linéaire, sans orientation fixée à l'avance et inéluctable, et des rapports au temps qui s'inscrivent dans l'infini des vécus sociaux, culturels, techniques, symboliques...

C'est en considérant l'histoire longue du développement que Jean-Philippe s'est inlassablement employé à faire basculer le regard vers une autre articulation temps-espace. Dans ce sens, sa vision historique permet de rappeler le rôle central des acteurs populaires dans la production de « territoires de vie ». Jusqu'à la deuxième guerre mondiale au moins, ce sont les paysanneries qui sont les acteurs majoritaires de ce développement. Cela permet de mettre en lumière que le « développement des peuples » n'a pas commencé avec l'avènement au nord de la modernité ou de la « révolution industrielle ».

Lire l'histoire longue des acteurs paysans au cours des trois derniers siècles au Nord et au Sud permet aussi de mettre en évidence la richesse et la diversité des savoirs et des savoir-faire des acteurs populaires, et leur capacité à résister à la marginalisation de ces savoirs par le projet modernisateur. Dans ce sens, ses derniers travaux se sont notamment attachés à

mettre en évidence la complexité et l'imbrication des nouvelles relations ville campagne. Parmi les stratégies de résistance des paysans, le développement de la pluriactivité, la diversification des sources de revenus non agricoles, l'extension des réseaux ville-campagne par le maintien de liens forts entre les migrants et les membres de la communauté restée au village, ou encore le développement de l'agriculture urbaine, l'ont amené à concevoir une paysannerie qu'il a qualifiée d'hybride.

La réalité des « paysans hybrides » qu'il a de la sorte mise en lumière, notamment à travers ses travaux sur Hanoï et sa périphérie, s'inscrivait dans son effort permanent de dénonciation de l'approche sectorielle « déterritorialisée » centrée sur la modernisation à travers le productivisme et la libéralisation des échanges. Mais il souligne aussi que l'émergence de la paysannerie hybride est une réalité différente d'une tendance à la « re-pays-sa-ni-sation » au sens de certains courants de pensée, voyant une paysannerie forte basée uniquement sur l'exploitation agricole familiale. Par ailleurs, fidèle à son approche historico-systémique, Jean-Philippe insistait aussi sur le fait que les nouvelles formes de mobilité du monde paysan ne font qu'accentuer les réalités séculaires de la co-construction des « territoires urbains et ruraux de la vie populaire ». Inscrivant ses observations et analyses dans le prolongement de trajectoires historiques très anciennes, il met en lumière d'une part l'importance du rôle crucial des paysanneries dans l'évolution des sociétés et d'autre part le caractère irréductiblement mouvant et imprévisible de ces évolutions.

Cette insistance sur la diversité et l'hybridation dans les stratégies paysannes illustre particulièrement bien tout le travail de déconstruction de Jean-Philippe des approches duales en termes d'alternatives opposées, telles que la migration et la dé-agra-ri-sa-tion versus le maintien exclusif à la terre. De manière plus générale, autant il condamne la vision de paysanneries inéluctablement appelées à s'intégrer dans les chaînes de valeur globalisées, autant il s'est montré très critique sur les approches qui essentialisent le monde paysan et certaines des dérives qui ont marqué récemment les tentatives de réhabiliter le paysan comme acteur.

En resituant les paysans et paysannes dans leur histoire longue, comme acteurs de leur propre développement, en soulignant la diversité et adaptabilité de leurs stratégies, Jean-Philippe renvoie donc dos-à-dos d'une part les développementalistes (en particuliers les néo-marxistes) qui théorisent une « fin des paysans » et d'autre part leurs opposants qui essentialisent une figure du paysan transcendantale, immuable et uniforme.

Plus généralement encore, nous pensons qu'une des grandes forces de la pensée de Jean-Philippe a été sa méfiance permanente, viscérale, vis-à-vis des théories, paradigmes, grands courants de pensée, discours... Il ne s'est laissé enfermé dans aucun système de pensée, et ne revendiquait au final qu'un tribut à l'approche sociohistorique de Braudel (qu'il a d'ailleurs adaptée et étendue). Son exigence de référence permanente à l'histoire, parfois très ancienne, en combinaison avec sa très grande rigueur, lui ont donné un regard éminemment critique sur les théories et approches du développement qui se sont succédé ces 60 dernières années, telles que, pour n'en citer que quelques-unes, le développement durable, les études post-coloniales, les *subalterns studies*, l'école post-marxiste, les approches structuralistes de type *food regimes*, le concept de transition et ses multiples approches, etc. Même s'il reconnaissait pour certaines d'entre elles leur valeur critique à l'égard de la théorie de la

modernisation, il avait la capacité de regarder derrière le rideau, ou de soulever le tapis, et de déceler leur filiation à la théorie de la modernisation ou leur caractère tout aussi globaliste et normatif, en profond décalage avec ce qui l'appelait le « développement réel » des peuples. Le legs de Jean-Philippe est aussi celui-là : une faculté à ne jamais se laisser entraîner ou influencer par des théories et discours, aussi cohérents et radicaux qu'ils pouvaient sembler, même par les plus partagés et reconnus, de manière à garder cette capacité à approcher et comprendre les stratégies des acteurs dits populaires dans leur grande complexité, diversité et mouvance.

C'était sa forme de radicalité : viser sans aucune compromission, absolument aucune, le cœur du cœur de la logique de modernisation, dans sa profondeur historique, au risque de ne faire que la renforcer ; et nous pensons que c'est ce qui nous a le plus marqué chez lui.

Approche basée sur les petits paysans pour développement rural en termes de perspective de développement durable

Ton DINH VU, professeur,
Université nationale d'Agriculture du Vietnam
vdton.hua@gmail.com

Doctorant sous la direction du professeur Jean-Philippe Peemans à la fin des années 1990 et au début des années 2000, j'ai eu l'occasion de découvrir sa pensée.

Le professeur J.-P. Peemans était un membre du comité pilotage belge dans le programme de coopération ARES-VNUA (Université Nationale d'Agriculture du Vietnam) dans la période 1998-2012. J'étais très impressionné par son point de vue dans le développement en général et développement rural en particulier, dès les premiers jours, où je l'ai rencontré en 1997. Il a toujours insisté sur l'importance historique des petits paysans dans l'évolution des économies rurales et la nécessité, pour les politiques de développement, de continuer à soutenir en priorité ces petits paysans (ce qui va en l'encontre du discours « modernisateur » qui considère que les petits paysans doivent disparaître et laisser la place aux grosses exploitations). Dans les années 1990 et 2000, le Vietnam était un pays ayant beaucoup de difficultés après les guerres, les embargos... Notre gouvernement souhaitait sortir cette situation par une approche en faveur de la production à grande taille, priorité de la productivité et exportation. Toutefois, le Vietnam avait une très grande proportion de petits paysans (vers 80% de la population vivaient à la campagne, et plus de 70% de travailleurs dans le domaine agricole avec une exploitation de très petite taille). Grâce aux rencontres, aux discussions et à ses documents, j'ai trouvé que son point de vue était très remarquable et très important pour les pays ayant une importante proportion de petits paysans comme le Vietnam.

Tant dans mes recherches et mon implication dans des actions de développement, que dans l'enseignement que je donne à l'Université agronomique d'Hanoï, je me suis toujours aligné sur la vision du professeur Peemans en tenant compte des petits paysans dans la perspective de développement durable.

1. Les recherches scientifiques et développements

La thèse « Dynamique des systèmes agraires et transformations des exploitations familiales à l'époque de la transition économique : études de cas dans trois communes du Nord du Vietnam » est ma première recherche appliquée adoptant une approche historico-systémique pour comprendre la transition de la société rurale au Vietnam. À travers cette recherche, on

reconnait le rôle des petits paysans dans le développement agricole et rural, ils sont non seulement des acteurs principaux de la production agricole, mais ils sont très actifs et très créatifs dans le développement agricole et rural à l'époque des réformes institutionnelles au Vietnam. Ceux-ci sont exprimés par leurs incitatifs dans les changements de politiques agricoles du Vietnam.

Les recherches et développements d'une série des projets de micro-crédit associatif pour améliorer l'économie familiale des petits paysans » m'ont également permis de privilégier un modèle de développement à partir des paysanneries.

Les petits paysans ont souvent rencontré des difficultés à avoir accès aux crédits pour développer la production à cause de manque de garantie. On a développé une forme de micro-crédit associatif basé sur les associations paysannes (soit Union des Femmes ou Union des Paysans). Les projets de micro-crédit sous forme associative ont bien répondu aux besoins de crédit de la population locale avec les procédures d'emprunt simples, mais les fonds sont toujours assurés. Cette forme de projet a également bien contribué à améliorer l'économie des petits paysans, surtout les paysans pauvres, et à renforcer la solidarité des villageoises et le développement rural durable.

Pour réaliser ces projets, on a bénéficié de fonds différents pour développer ce type de crédit (fonds du projet PIP (CIUF-Belgique), Fonds de l'Ambassade de Grand-Duché de Luxembourg, Fonds du Centre de tricontinental (Belgique). Et finalement, dans les années 2000, le Vietnam a établi une Banque appelée « Banque de Politique ».

1.1 Les projets de recherche et développement dans le domaine de la production animale

- Les projets dans le domaine de la production animale se concentrent sur la conservation et l'exploitation des races locales (cochon et poulet). La population de ces races est élevée de moins en moins dans les petites fermes à cause de la faible compétitivité par rapport aux races améliorées à grand potentiel. Toutefois, elles ont des avantages en matière d'adaptation, elles résistent aux maladies et conviennent bien aux éleveurs pauvres. Elles sont acceptées par les petits éleveurs surtout dans les régions moins favorables. Divers projets dans ce domaine existent comme le projet « Appliquer des techniques appropriées afin d'améliorer la productivité de race porcine Ban dans la province montagneuse Hoa Binh » ou le projet « Application des techniques nutritives appropriées afin d'améliorer la productivité et qualité de la viande de race de poulet Tien Yen » (2021-2022).

2. Les projets de développement

Divers projets ont émaillé ma carrière. Citons le projet "Promoting appropriate technology for smallholders to increase food security among indigenous peoples in Cambodia and Lao PDR (2012-2015)" qui a été réalisé dans deux provinces au Laos et au Cambodge. ; le projet "Promoting the Small and Medium Enterprises in the Rural Area in Vietnam" qui a été financé par l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie 2003-2005 et le projet "Promotion to Rural Small and Medium Enterprises" financé par l'Oxfam- des Magasins du Monde- Belgique

(2005-2006). Ces deux projets avaient des objectifs de renforcement des entreprises rurales qui ont créé des emplois aux agriculteurs. Les cours de comptabilité et de gestion aux entrepreneurs et les cours d'apprentissages réservés aux paysans ont été organisés dans certaines provinces au Vietnam en collaborant avec les Unions des femmes locales. Cette coopération a contribué à la durabilité du projet. Ces cours ont été très bien appréciés par les paysans, les entrepreneurs et les responsables locaux.

3. L'enseignement

Dans l'enseignement, je suis en charge de certains cours au niveau de la formation universitaire et postuniversitaire (master et doctorat), comme les systèmes agraires, les systèmes de production animale, la gestion des fermes animales...

J'y applique toujours une approche en termes de développement durable en tenant compte des acteurs locaux, des conditions écologiques et des conditions institutionnelles.

4. Politiques de développement agricole et rural

Outre ces recherches et ces enseignements, notons que j'appuie aussi la production paysanne à travers des politiques dans le domaine de la production animale du Ministère d'Agriculture et Développement rural (Politique de restructuration de la production animale, la Loi de production animale...).

5. Conclusion

Le Professeur Jean-Philippe Peemans m'a apporté un nouveau point de vue sur le développement en général et sur le développement rural en particulier. Il a toujours montré une vue critique très radicale sur le développement. Il a toujours soutenu que pour que le développement soit durable, il faut tenir compte de **la voie des petits paysans**. L'approche basée sur les petits paysans peut créer un développement plus durable, éviter des chaos, permettre la conservation du capital social de la société rurale.

Je crois bien que son point de vue est très important dans les politiques du développement surtout pour les pays en voie du développement comme le Vietnam.

Penser le Monde arabe avec Jean-Philippe Peemans

Vincent LEGRAND

GERMAC c/o CECRI & DVLP-UCLouvain

vincent.legrand@uclouvain.be

En termes d'aires régionales, Jean-Philippe Peemans a relativement moins investi le Monde arabe, la Méditerranée, le Moyen-Orient que l'Afrique sub-saharienne (dont l'Afrique centrale et de l'Ouest), l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est (notamment le Vietnam). Personnellement, une des interactions que j'ai pu avoir avec lui en rapport avec le Monde arabe a été la co-promotion, d'un mémoire de fin d'études de notre Master en sciences de la population et du développement en 2010-2011, intitulé « Histoire et identité du peuple palestinien avant la création de l'État d'Israël : prémisses d'une approche néo-braudélienne ». Rédigé par notre alumnus Sébastien Maes, ce travail de fin d'études porte de manière emblématique la patte de son promoteur en l'inscrivant dans la perspective adoptée par celui-ci du développement – pour reprendre son expression, du « développement réel » – et ce, dans le temps long, en mobilisant les concepts de système-monde d'Immanuel Wallerstein et d'économie-monde de Fernand Braudel.

Il n'est pas inutile de redonner la définition du développement par Jean-Philippe Peemans : un « processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de ce territoire définit, au moyen d'un pacte socio-politique et de la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et à son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire »⁵. J'en souligne ici la question de l'appropriation au contexte et, muni de celle-ci, ainsi que de la perspective du temps long, mais aussi des rapports centre-périphérie qu'offrent les travaux de Wallerstein et Braudel et/ou, plus largement, les approches de la dépendance, j'expose en quoi Jean-Philippe Peemans permet, sous un angle d'approche relativement peu emprunté, de penser le Monde arabe – à quoi s'ajoute enfin la perspective des économies populaire et solidaire.

1. Le temps long et les rapports centre-périphérie

Tout d'abord, le temps long et les rapports centre-périphérie, inter- et intra-régionaux. Certes, les études contemporaines des pays arabes font état du développement inégal des territoires

⁵ Jean-Philippe Peemans, « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable », *Mondes en développement*, n°150, 2010/2, p. 43, définition qu'il reprend de son ouvrage *Le développement des peuples face à la modernisation du monde : essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du « développement réel » dans la seconde moitié du XXe siècle*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2002, p. 477 ; « si cette définition a un aspect normatif indéniable », écrit l'auteur, « elle a également une dimension positive, dans la mesure où elle renvoie par sa nature même à l'observation de la réalité ».

et on peut rappeler que les fameux soulèvements des « printemps arabes » de l'hiver 2010-2011 ont démarré ou, du moins, trouver leur origine, dans les périphéries, dans les régions défavorisées, souvent rurales, avant de gagner l'ensemble des territoires et les capitales. Mais ces études exposent rarement la genèse de ce développement inégal. Ce développement inégal centre-périphérie au sein des pays est en miroir des rapports périphériques que ces pays entretiennent avec les centres développés du Nord, avec des économies fortement extraverties. Un exemple emblématique est celui de la Tunisie : en 2010, la part des exportations de la Tunisie vers l'UE et la part des importations de la Tunisie depuis l'UE représentaient 74,6% et 57,5% du total, respectivement, de ses exportations et importations, là où la Tunisie ne représentait que 0,6% du total tant des exportations que des importations de l'UE vers et depuis les pays tiers⁶ – manifestant la nature asymétrique des échanges entre les deux partenaires commerciaux.

Si l'on resitue ces échanges dans le temps long, il faut évoquer le basculement provoqué par le déclin du commerce européen avec les Indes et l'Extrême-Orient par voie terrestre, qui irriguait le Bassin méditerranéen, suite à la montée de ce commerce par voie maritime, atlantique et pacifique, via le Cap de Bonne-Espérance, périphérisant la Méditerranée. À partir de la Renaissance, des 16^e et 17^e siècles, et surtout à partir du 18^e siècle, les pays formant l'aire arabe tendent, dans leurs échanges commerciaux avec les pays européens, à devenir exportateurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés⁷ – marquant de leur empreinte la transformation radicale de la structure des échanges entre les deux régions jusqu'à nos jours.

La nature asymétrique des échanges commerciaux entre les deux rives de la Méditerranée qu'on vient d'évoquer va de pair avec la géométrie variable du « libre-échange » euro-méditerranéen, basé sur un rapport de forces favorable à l'acteur le plus puissant, l'UE⁸. Ainsi, ce « libre-échange » est toujours marqué par le protectionnisme européen, bien connu sous le vocable « d'exception agricole » : les entraves à l'accès des productions agricoles compétitives du sud de la Méditerranée (fruits et légumes) aux marchés du nord de la Méditerranée et les exportations agricoles européennes subventionnées (céréales) exercent des effets négatifs sur les populations du Maghreb, ceci ayant entraîné ces pays dans la dépendance alimentaire et à une vulnérabilité aux chocs extérieurs émanant de la fluctuation des prix des denrées alimentaires au niveau mondial⁹. Ainsi, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie, l'impact de la hausse des prix alimentaires mondiaux depuis la crise alimentaire mondiale

⁶ Habib Ghérari, « Le Maghreb et l'Organisation mondiale du commerce : miroir aux alouettes ? », *L'Année du Maghreb*, IX, 2013, pp. 159-172.

⁷ Jacques Brasseur, « Le déclin du monde musulman à partir du Moyen Âge : une revue des explications », *Revue Région et Développement*, n° 19, 2004, p. 24, qui se réfère à Albert Hourani, *A History of the Arab Peoples*, Faber & Faber, 1991.

⁸ Vincent Legrand, « Régionalisme et globalisation : le volet agricole dans le Partenariat euro-méditerranéen et l'OMC : Des choix de société et des impératifs de survie : entre libre-échange et spécialisation internationale & souveraineté et sécurité alimentaires », in « La déclaration de Laeken... et après ? », *Annales d'Etudes européennes de l'Université catholique de Louvain*, n°6, Bruxelles, Bruylant, 2002, pp. 227-258.

⁹ Quatrième journée d'étude préparatoire au IV^e Congrès du Dialogue Sud-Nord Méditerranée « Les régions rurales, ne plus les oublier ». Région Sud-Ouest Méditerranée, Rabat (Maroc), 20-21 avril 2015, Draft Report, Prof. Dr Vincent Legrand (UCLouvain), Rapporteur Général-Nord.

de 2008, qui ont atteint un niveau record en janvier 2011, est d'autant plus fort que les déficits alimentaires n'ont cessé de s'aggraver dans ces pays¹⁰.

2. L'appropriation au contexte et les capacités d'adaptation des sociétés humaines

J'en viens à présent à la question de l'appropriation au contexte et, plus précisément, en termes historiques, de capacités d'adaptation des sociétés humaines, notamment en milieu rural. L'approche de Jean-Philippe Peemans a pris à cet égard un relief tout particulier au regard des récentes approches sous l'angle de l'anthropocène, voire collapsologique, dans le contexte du changement climatique. Il était très intéressant de l'écouter dans les derniers séminaires qu'il a animés ou dans lesquels il est intervenu à ce sujet – au moins, en contrepoint des approches dominantes dans le domaine.

Je précise d'emblée qu'il ne s'agit pas de climato-scepticisme – questionnant le caractère anthropique du réchauffement climatique global, mais plutôt, de nouveau, de remettre en perspective historique dans le temps long, les changements auxquels les sociétés humaines ont été confrontées en termes de capacités d'adaptation. Il est question sans doute de creuser plus avant malgré tout même s'il ne s'agit pas, en la période que nous vivons, d'un changement d'une ampleur inédite et d'une rapidité inédite. Mais le contrepoint est malgré tout utile pour nourrir les analyses à ce sujet.

Ici, pour ce que nous pouvons en retenir pour l'aire régionale arabe, ce sont les études sur les savoirs locaux en matière de capacités d'adaptation, notamment dans les zones rurales et arides, d'autant que la région est celle qui est la plus touchée au monde, en matière de stress et de pénurie hydriques en raison notamment du changement climatique. Comme l'illustre, par exemple, l'étude intitulée « Les savoirs locaux peuvent-ils inspirer des solutions adaptatives dans les arrière-pays du Maroc ? » dans la publication collective publiée par la Fondation du Roi Abdul-Aziz au Maroc consacrée à « L'humanité face aux défis climatiques et environnementaux – approches multidisciplinaires »¹¹ – que Jean-Philippe Peemans aurait très probablement saluée.

Enfin, abordons la perspective des économies populaire et solidaire.

¹⁰ Alia Gana, « Editorial », *Agricultures du Maghreb/Machrek à l'épreuve de la crise alimentaire et des révolutions arabes*, *Maghreb-Machrek*, n°215, été 2013, p. 5. Voir aussi Vincent Legrand, « L'agriculture et l'eau dans la problématique de la sécurité vs souveraineté alimentaire au sud de la Méditerranée : la question des échanges agricoles euro-méditerranéens », in Marnik Vanclooster, Vincent Legrand & Amine Ait-Chaalal, *La politique agricole et de l'eau dans le Bassin méditerranéen : vers une vision du développement durable du monde rural ?*, UCLouvain, Louvain-la-Neuve, 2014.

¹¹ Geneviève Michon, Mohamed Berriane, Bruno Romagny & Mohamed Alifriqui, « Les savoirs locaux peuvent-ils inspirer des solutions adaptatives dans les arrière-pays du Maroc ? », in Ali Benmakhlouf (dir.), *L'humanité face aux défis climatiques et environnementaux-approches multidisciplinaires*, Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz, Collection « Dialogue des deux rives », 2017, pp. 87-109.

3. La perspective des économies populaire et solidaire¹²

Ce que l'on appelle le « tiers secteur » à finalité sociale – distinct de l'État et du marché –, incarné par des « cultures de solidarité, d'entraide et de travail collectif » basées sur des « rapports de réciprocité articulés autour des solidarités familiales (inter- et intra-générationnelles), villageoise, de proximité, communautaire ou religieuse ont historiquement fait partie des traditions et des pratiques des sociétés maghrébines »¹³. Mais ce n'est que « sous une forme structurée et organisée, notamment pour sa composante associative » que l'économie sociale et solidaire a fait, récemment, une percée dans ces pays dans un contexte de chômage de grande ampleur et « de paupérisation et de marginalisation accrue de territoires selon les clivages rural/urbain, pauvre/riche et intérieur/côtier »¹⁴ et ce, dans une série de domaines qui avaient été « confisqués » par l'État post-colonial.

En effet, les régimes autoritaires qui se sont constitués dans les jeunes États arabes indépendants développementalistes ont investi une série de pans relevant traditionnellement de l'économie populaire en les limitant, en les contrôlant, voire en les prohibant.

Mais, comme je viens de l'évoquer, les pratiques d'économie populaire, sociale et solidaire ont un ancrage historique dans les sociétés du Maghreb et, plus largement, du Monde arabe et le « défi de l'économie sociale et solidaire est ressenti par de nombreux acteurs de la vie économique et sociale dans le Monde arabe comme une réelle alternative aux dysfonctionnements », non seulement des marchés, mais aussi de l'État¹⁵. Dans cette perspective, la « crise » structurelle que vivent nombre de pays arabes depuis les années 1980 apparaît-elle aussi comme une opportunité permettant de redécouvrir et de redynamiser des pratiques populaires d'économie sociale et solidaire ancestralement ancrées dans ces sociétés, qui furent, un temps, bridées, puis délaissées par l'État, avant d'être abandonnées au marché.

4. Conclusion

Ainsi donc, au moins trois portes d'entrée nous sont données pour penser le Monde arabe avec Jean-Philippe Peemans : d'abord, le temps long et l'approche centre-périphérie au plan macro/global, ensuite, au plan plus micro/local, les capacités adaptatives prenant appui sur les savoirs locaux propres au « développement réel » des peuples, enfin, la perspective des économies populaire et solidaire.

¹² Cette section est reprise de l'article d'Andreia Lemaître, An Ansoms, Sophie Charlier, Vincent Legrand & Isabel Yépez, « Réalités et défis Sud liés au secteur informel : une pluralité d'approches à partir d'une épistémologie d'économie populaire », *Reflets et perspectives de la vie économique*, LV, 2016, pp. 89-104.

¹³ Najat El Mekkaoui, Amal Chevreau & Alexis Ghosn, « Diagnostics et complémentarités au Sud et au Nord de la Méditerranée en matière d'ESS », in Malika Ahmed-Zaïd, Touhami Abdelkhalek, Zied Ouelhazi & Alexis Ghosn (coord.), *L'économie sociale et solidaire (ESS) au Maghreb : quelles réalités pour quel avenir ? Algérie, Maroc, Tunisie-Monographies nationales*, Rapport pour l'IPMED, novembre 2013, p. 18.

¹⁴ *Ibidem*, p. 17.

¹⁵ Fayçal Mokhtari & Kamel Aitziane, « Émergence des pratiques sociales et solidaires : Défis et espoirs de l'économie sociale et solidaire dans les pays arabes », *VIIIe Rencontres internationales du Réseau Inter-Universitaire de l'Économie Sociale et Solidaire (RIUESS)*, Barcelone, juin 2008, p. 2.

Histoire et théorisation du développement

L'apport de l'analyse des processus en longue durée

Maria Victoria GARCIA VETTORAZZI,
chercheuse et consultante social indépendant
mvqarciavetto@gmail.com

Tout d'abord merci beaucoup pour l'organisation de cette journée. Je commencerai par dire que dès le début de ma formation à l'UCLouvain, j'ai été très inspirée par la pensée de Jean-Philippe Peemans. J'ai fait le DES et le DEA en études du développement entre 1996 et 1999, et à l'époque quand je suis rentrée au Guatemala, motivé par ses idées, j'ai rencontré des collègues historiennes avec qui nous avons créé une équipe d'études d'histoire locale, dans le but d'analyser les problèmes de développement et la dynamique de la guerre civile dans les communautés autochtones avec une perspective de longue durée. Dès cet espace, j'ai entamé ma thèse.

Les idées de Jean-Philippe Peemans nous offrent un champ de réflexion aux possibilités diverses et plein de défis. Parmi ses approches, celle qui eut la plus grande résonance en moi a été la démarche épistémologique de sa critique à l'évolution de la théorisation du développement et des implications de cette théorisation dans l'analyse des processus et la définition des politiques. Également, ses réflexions et sa démarche méthodologique autour de l'analyse des processus de développement dans le temps long ont défini mes travaux de recherche depuis lors.

Via les cours de J.-P. Peemans, j'ai compris que la théorisation du développement a produit une sorte d'archétypes ou de types idéaux du processus de développement, qui ont été dérivés d'une interprétation particulière de l'histoire des sociétés industrialisées. Ces archétypes, qui constituent en eux-mêmes une simplification d'une histoire beaucoup plus complexe, sont devenus un modèle d'interprétation de l'histoire et des problèmes des pays considérés comme « sous-développés ». La critique de la conceptualisation, en termes de « révolution industrielle », du processus d'industrialisation anglais comme modèle de développement, remonte à quelques décennies. Et c'est dans le contexte de ce débat, que Peemans nous a montré que l'archétype du développement formulé par la théorie de la modernisation a non seulement laissé de côté la multiplicité des réalités historiques, mais a aussi ignoré la variété des formes d'interprétation historique, et cela s'applique également à l'interprétation de l'histoire du développement des sociétés industrialisées.

Malgré le fait que le débat sur la théorie de la modernisation dure depuis plusieurs années – des décennies en fait –, la discussion posée par J.-P. Peemans reste pleinement valable, parce que dans le contexte actuel du néolibéralisme et de la globalisation de l'accumulation du capital, il est reproduit une façon de conceptualiser le développement qui simplifie des histoires complexes issues des contextes particuliers, qui sert à formuler des expériences modèles considérées comme « réussies » compte tenu de leur fonctionnalité à l'accumulation globale.

Cette simplification se produit également lors du diagnostic et de la planification du développement sur la base d'indices. Bien que maintenant on y intègre de différentes dimensions sociales, et pas seulement économiques, ces indices en disent très peu sur les dynamiques et les relations qui reproduisent la pauvreté et les inégalités, et ils en disent encore moins sur la créativité et les stratégies des populations.

Entre 2019 et 2020, j'ai fait partie de l'équipe de chercheuses qui ont travaillé sur le Rapport national sur le Développement Humain du PNUD au Guatemala. Cependant le rapport où nous avons travaillé a été pratiquement censuré par le gouvernement avant qu'il ne puisse être publié.

Pour ce Rapport nous étions partis de l'identification des territoires autochtones, pour après analyser leur configuration ancienne et leur restructuration au fil du temps à partir des effets de la colonisation et de la modernisation. Nous voulions montrer que les inégalités régionales présentées par les indices de développement humain, ainsi que les dynamiques et problèmes de développement contemporains, sont issues de la structuration de ces territoires dans le temps long. Par ce biais, nous avons voulu mettre en évidence que les stratégies de développement humain devaient être conçues avec une logique territoriale impliquant l'ensemble des acteurs.

Je veux développer un peu plus cette expérience parce que les commentaires que nous avons reçus m'ont beaucoup fait penser à l'analyse proposée par Jean-Philippe Peemans à propos de la pensée dominante sur le développement. Par exemple, parmi les modifications au Rapport demandées, il a été indiqué qu'il fallait mettre en évidence le potentiel d'une certaine zone en tant que pôle performant agro-industriel lié au marché international, et qu'il fallait aussi chercher la possibilité d'y articuler fonctionnellement d'autres activités productives menées dans le territoire. Cependant, notre analyse sur la configuration historique du territoire en question avait montré que ce pôle agro-industriel en particulier est en réalité le produit d'un processus de développement inégal de longue durée, et que sa constitution en tant que noyaux de richesse résulte de la déstructuration des territoires autochtones. Il s'agit des territoires qui ont été l'espace pour construire des moyens de subsistance et des modes de vie des populations, mais qui, au cours des dernières décennies, sont devenus des zones qui expulsent leur habitant.

Je parle de ces difficultés, pour souligner la validité, mais aussi l'énorme défi qui pose l'insistance de Jean-Philippe Peemans de considérer comme un problème central la perspective avec laquelle on analyse le développement. Dans la construction de celle-ci s'expriment et se reproduisent les liens et les tensions historiques entre le pouvoir et la connaissance scientifique.

Pour conclure, il me reste à souligner que l'interaction avec la pensée de Jean-Philippe Peemans m'a ouvert aux possibilités théoriques et méthodologiques qui ont bouleversé ma façon de comprendre le temps, l'espace et l'action humaine. Merci.

J.-P. Peemans et résonances vers/pour l'analyse du structuralisme latino-américain

Raul GONZALEZ MEYER

Instituto de Humanidades Universidad Academia de Humanismo Cristiano du Chili

raul.gonzalez@uacademia.cl

1. Introduction

Dans son cours sur les théories du développement, Jean-Philippe Peemans accorde de l'importance à la pensée latino-américaine sur le développement. Cette importance se retrouve également dans sa publication la plus complète sur l'histoire du développement et sur l'histoire des idées du développement.

Au-delà de la connaissance précise de cette école de pensée, et de sa capacité à l'exposer de manière réfléchie et critique, la grande ampleur historique et théorique de J.-P. Peemans permet aussi, entre autres, de compléter son approche de cette école de pensée.

2. L'école latino-américaine (CEPALC) et l'école de la modernisation

L'introduction historique que fait J.-P. Peemans de l'école latino-américaine sur le développement est similaire à celle que fait une bonne partie de la littérature sur le sujet. Ceci, dans le sens des aspects rupturistes avec le paradigme de la modernisation comme courant d'origine américaine qui s'est développé dans les années 40 et 50 avec une forte prétention universaliste à la fois comme lecture de la réalité et comme projet à construire. La reconstruction du processus créé par J.-P. Peemans des origines de ce projet de modernisation est très intéressante du point de vue de ses objectifs et de ses destinations, car elle permet de comprendre le sens de la pensée latino-américaine centrée sur la Commission économique pour l'Amérique latine. (CEPAL). À mon avis, J.-P. Peemans nous a donné, à nous latino-américains, une vision beaucoup plus large de cette idée et de ce programme de modernisation et nous a permis de mieux situer la place des idées « cepalianas » par rapport à celles-ci.

Premièrement, ce projet de modernisation, qui ne couvre pas seulement la sphère économique, a pour premiers destinataires et « cibles » les pays vaincus après la Seconde Guerre et qui sont évalués comme ayant une modernisation insuffisante, : l'Allemagne, Japon, Italie. Deuxièmement, plus largement vers l'Europe en général, compte tenu du diagnostic de son retard relatif par rapport aux États-Unis. Enfin, vers les pays qu'on appellera sous-développés parmi lesquels se trouvaient les pays latino-américains. C'est autour de cela que se fonde une école américaine de la modernisation porteuse d'une idée qui articule développement et modernisation et qui ne serait pas la pure continuité ou le seul tributaire des idées de progrès déjà installé dans l'imaginaire de nombreux groupes.

Dans cet « ordre des choses à construire », expression clé de Peemans pour caractériser une imposition d'en haut, la croissance économique et la fonctionnalité des sphères de la vie sociale sont au centre, comme les valeurs sociales ou la dynamique démographique. J.-P. Peemans soulignera que, malgré ce centre économique, il s'agit d'un programme interdisciplinaire pour passer de l'ordre traditionnel à l'ordre moderne, comme condition du développement. Cette perspective de modernisation agit comme une force idéologico-culturelle mobilisatrice. Ceci, parce qu'il inclut certains problèmes de société tels que les besoins d'emploi et parce qu'il exprime et mobilise des expressions de la société : agents de l'État, groupes nationalistes, couches moyennes et expressions des couches populaires.

C'est sous cette approche dominante de l'époque que J.-P. Peemans situe la CEPALC, constatant ses profondes hétérodoxies par rapport à la pensée économique dominante de l'époque et qui soutient le paradigme de la modernisation. Essentiellement, la CEPALC a montré l'impossibilité d'un futur cycle de développement pour les pays d'Amérique latine sous la structure du commerce international à l'époque, et qui faisait de ces pays des exportateurs de produits primaires et des acheteurs de produits manufacturés ; commerce caractérisé, en outre, par une détérioration des termes de l'échange en contre pays exportateurs primaires. Cela signifiait, comme le soulignait J.-P. Peemans, de s'interroger sur la relation linéaire ou automatique entre commerce international et développement.

De ce diagnostic, la CEPALC conclue la nécessité d'une stratégie pour assurer les processus nationaux d'industrialisation et, par conséquent, un certain rôle important pour l'État. Et en liaison avec elle, une nouvelle structure du commerce international. Dans les années 1940-1950, cela constitue pour J.-P. Peemans l'expression, la réponse et la contestation la plus originale à la théorie économique de l'école de la modernisation. Elle donne naissance à une école latino-américaine qui se présente comme une alternative à un projet plus libéral de modernisation d'origine et parcours nord-américain.

Cependant, dans le cadre général de la pensée de J.-P. Peemans, cette originalité ne dépasse pas certains aspects. Principalement, le projet Cepal n'a pas éliminé le fossé entre les élites et les classes populaires et s'est davantage présenté comme une tension intra-élite. Pour cette raison même, elle se situait dans « l'ordre des choses » à imposer aux gens et aux peuples, bien qu'elle reconnaisse certains aspects de leurs besoins.

3. L'école de la dépendance

Sans signifier la disparition de la pensée de la CEPALC au cours des années 1960, émerge « l'école de la dépendance » qui peut être comprise comme une variante radicale de la pensée structuraliste latino-américaine.

J.-P. Peemans identifie quelques éléments de contexte qui nourrissent l'émergence de la théorie de la dépendance. Premièrement, la forte augmentation de la délocalisation des grandes entreprises à travers le monde, qui signifiait un saut dans l'internationalisation de la production, rendant plus difficile la possibilité d'une industrialisation nationale.

Deuxièmement, la science sociale américaine passe d'une phase optimiste à une phase pessimiste compte tenu des conflits qui naissent du processus de modernisation lui-même. On peut observer le passage vers un projet de modernisation autoritaire.

De plus, une certaine contre-offensive libérale commence qui remet en cause le rôle varié de l'État dans l'industrialisation des pays périphériques, le qualifiant de facteur d'échec de cette tentative en raison de ses politiques protectionnistes et « dirigistes ». Le structuralisme de la CEPALC est placé au centre des critiques.

Enfin, et lié à l'aspect conflictuel susmentionné, le processus de modernisation a montré la croissance de forces sociales et politiques critiques à l'égard dudit processus et aussi, plus largement, du capitalisme en Amérique latine.

L'école de la dépendance est appréciée par J.-P. Peemans parce qu'elle s'éloigne de manière plus radicale que la CEPALC d'une compréhension du problème du développement comme dépassement de la société traditionnelle. L'état de « sous-développement » pour les *dependistas* était l'autre face du développement des pays centraux et non un simple « rattrapage ». Elle a aussi le mérite d'inscrire son analyse dans une longue histoire -un aspect essentiel chez J.-P. Peemans pour aborder les phénomènes sociaux- qu'il met en relation avec les classes, les villages et les nations. En ce sens, l'école de la dépendance pour J.-P. Peemans, reconnaît divers sujets bien au-delà de les définir comme traditionnels. En ce sens, pour J.P.P l'école de la dépendance a le mérite de considérer de manière centrale les facteurs de pouvoir dans l'analyse de l'Amérique latine. Avec cela, il permet de rendre évidents des phénomènes comme, par exemple, l'alliance entre les grandes entreprises multinationales et les entreprises latino-américaines et l'inexistence d'une « bourgeoisie nationale » (et nationaliste).

J.-P. Peemans met en avant dans l'école de la dépendance son approfondissement dans la compréhension du système économique mondial et des structures de la dépendance : technologie, formes de consommation, extraction de la valeur économique, etc. En outre, ses contributions s'étendent au-delà de l'Amérique latine, comme en Afrique, où il inspire des discussions sur la nature de l'État africain (Kenya).

Mais en même temps, J.-P. Peemans montre ses distances avec « l'école de la dépendance ». Ses arguments à cet égard sont extrêmement intéressants pour montrer des aspects profonds de sa pensée.

J.-P. Peemans, premièrement, critique une vision « surchargée » du poids des structures dans les causes du sous-développement, qui fragilise la dimension historique du jeu entre acteurs. Cela conduit, dans une certaine mesure, à construire des « types idéaux », quelque peu abstraits et qui sont le résultat ou le produit des structures, sans autonomie ni marge de manœuvre.

Face à cela, J.-P. Peemans soutient la démarche d'une analyse « structuraliste ouverte » ; une analyse « historique systémique », différente de l'analyse systémique fonctionnaliste. Pour aborder les actions sociales, il appelle à se séparer de deux types d'approches : celle des agents rationnels de l'économie néoclassique et celui des agents sémantiquement codés (surdéterminés) de l'analyse de classe.

Du point de vue du projet de développement (industrialisation non dépendante), J.-P. Peemans critiquera une vision trop établie et déterminée de la solution des problèmes, qui se rapproche d'une vision de « l'ordre des choses », qui l'emporte sur ce l'histoire des peuples et des pays. Elle apparaît comme une proposition réglementaire totalisante et fermée.

De ce qui précède, le caractère alternatif ou perturbateur de l'école de la dépendance est atténué par J.-P. Peemans, dans la mesure où il y a dans cet « ordre des choses » une focalisation sur le développement des forces productives et une confluence entre développement et industrialisation autocentrée. Cela fait du projet de l'école de la dépendance une approche « économiste » de l'accumulation.

Dans ce sens, J.-P. Peemans montre sa vision différente et originale. D'une part, il reconnaît la nécessité de souligner l'importance des processus et des réalités de l'accumulation afin de comprendre les évolutions « réelles » (historiques). Cela a été sa perspective permanente. Mais, d'autre part, il ne comprend pas ce processus comme quelque chose « d'économiste », mais comme un champ interdisciplinaire qui inclut des aspects culturels, politiques et sociaux. C'est ce qu'il faudrait appeler le caractère polyforme de l'accumulation, qui dépasse la pure action reproductrice du capital en termes économiques.

4. Néostructuralisme et Néolibéralisme

L'analyse de J.-P. Peemans est extraordinairement éclairée par rapport aux changements profonds qui s'opèrent à partir de la fin des années 1970 et qui conduisent à l'idée de l'interdépendance vertueuse. C'est le temps du néolibéralisme et de la globalisation liés aux nouvelles corrélations de forces nationales et internationales. Ici, l'idée de développement extraverti et le commerce international sont conçus comme des axes de développement ; la notion de dépendance fortement utilisée par la CEPALC est installée et la notion de dépendance sera déplacée pour caractériser les relations économiques internationales, avec l'idée d'une relation d'interdépendance vertueuse.

J.-P. Peemans pointe la marginalisation de la pensée structuraliste latino-américaine sous ces nouvelles visions (et agents) libérales, qui créent un nouveau compte du « sous-développement » du continent, qui comme nous l'avons dit précédemment attaque « l'étatisme », le protectionnisme, les réglementations commerciales et, même, le poids de certains groupes populaires organisés. Cette idéologie et ce projet (néo)libéraux font du structuralisme latino-américain une cible de ses critiques.

C'est dans ce cadre qu'à la fin des années 80 et principalement au cours des années 90, s'est opérée en Amérique latine, au sein de la CEPALC, l'émergence d'une certaine pensée que l'on appellera le néostructuralisme.

Ce courant, reprenant la tradition plus modérée du structuralisme latino-américain, a cherché à discuter des stratégies néolibérales. J.-P. Peemans soulignera sa critique des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, compte tenu de leurs effets récessifs, de leurs coûts sociaux et de la déstructuration que ces programmes ont produit dans la société latino-américaine.

Sur un plan plus stratégique, le néostructuralisme développe de l'idée d'une croissance avec équité et de l'idée d'une augmentation de la valeur ajoutée des exportations dans le cadre d'une augmentation permanente du progrès technique, les axes d'une alternative au (néo)libéralisme ; ce néo-libéralisme à qui l'on reproche de conduire à accentuer la spécialisation primaire historique des pays d'Amérique latine

Or, pour J.-P. Peemans, le néostructuralisme s'insère finalement dans l'ensemble des courants qui, au-delà de leurs différences, convergent dans l'orientation et la stratégie de développement des "pôles performatifs" qui constituent le noyau de la modernisation néolibérale extravertie. Ainsi, cette approche est loin d'offrir des contributions à un ordre socio-économique fondé sur les pratiques des peuples. Elle se propose plutôt comme un nouvel ordre des choses qui cherche à s'imposer dans la société populaire, au nom des impératifs techniques et de l'accumulation économique. Les pratiques économiques populaires qui occuperont une place clé en J.-P. Peemans pour ses analyses du développement ne trouvent pas une place dans le néo-structuralisme.

5. Épilogue

Bien que, comparativement, J.-P. Peemans ait eu une plus grande immersion en Afrique et en Asie, en termes de dilemmes et de discussions sur le développement, sa connaissance de la pensée latino-américaine était très élevée. Cela inclut quelque chose que je n'ai pas inclus dans ce texte, lié aux perspectives post-développement qui ont également émergé sur le continent il y a quelques décennies.

Juste pour dire, à cet égard, que J.-P. Peemans partageait une bonne partie de ces analyses et postulat, mais considérait que la plupart d'entre eux avaient déjà été amorcés et apportés par les idées déjà plus anciennes de « développement alternatif » ou « d'un autre développement ». De même, que le développement comme concept et comme notion référentielle, plutôt que de l'abandonner, il fallait le concevoir comme un concept contesté et que dans ses versions les plus critiques depuis son émergence contenaient une grande partie des regards que le post développementaliste voulait intégrer dans la société.

Avec tout ce qui a été dit, il est possible de comprendre l'énorme reconnaissance qu'un Latino-américain a reçue de la part de J.-P. Peemans. Il a été un énorme pont vers toute la discussion contemporaine sur le développement, mais en gardant toujours à l'esprit que la référence centrale devrait être le peuple, même si, bien sûr, il peut aussi y avoir des visions différentes. Merci, Jean-Philippe.

Énoncés et visibilité de l'économie informelle : de la nécessité d'un autre regard sur les pratiques informelles et populaires

Frédéric LAPEYRE

Organisation internationale du Travail

lapeyre@ilo.org

« La construction de la sécurité a été une composante essentielle du développement et de la construction de la civilisation matérielle et spirituelle, et elle a été une demande universelle de tous les peuples » J.-P. Peemans, 2002, p.464.

1. En guise d'introduction

C'est pour moi un moment très fort émotionnellement d'être avec vous aujourd'hui, amis, collègues et anciens doctorants pour rendre hommage à Jean-Philippe et parler de l'importance qu'il a eue dans ma formation intellectuelle et dans mes recherches. Je voudrais commencer par l'histoire d'une rencontre qui a donné lieu à des échanges d'idées sur la question du développement pendant près de 30 ans.

Étudiant, je pense avoir suivi tous les cours possibles qu'animait Jean-Philippe, puis il a été mon directeur de thèse et j'ai eu par la suite l'honneur de le remplacer à l'UCLouvain comme professeur en Études du développement. De cette proximité, je voudrais partager deux caractéristiques qui me viennent directement à l'esprit quand je pense à lui.

Premièrement, la sensation d'être confronté à une pensée à forte intensité qui ne vous laissait jamais indifférent et affolait vos idées toutes faites et autres certitudes. Quel que soit le sujet abordé, Jean-Philippe avait un angle de vue et une profondeur de champ étonnant, cassant les dogmes, éclairant un « ailleurs » (qui pour nous faute d'être connu n'était pas pensé) et nous poussant à y réfléchir à deux fois avant de parler du sujet. L'effet déstabilisateur de cette intensité qui nous traversait, nous plongeait dans le plus grand désarroi du fait que Jean-Philippe finissait beaucoup de ses phrases par un « hein ! » interrogateur qui raisonnait en nous sans qu'on ait les moyens d'y répondre trop occupés qu'on fût à réfléchir à l'implication de ses réflexions ; d'autant que celles-ci reposaient sur le traitement d'une masse d'information recueillie par une discipline de lecture rare que l'ère de l'information numérique avait décuplée.

Deuxièmement, son humanité. Sa carrure et sa voix étaient impressionnantes pour tout étudiant, mais avec le temps et la confiance qui se construisait, on découvrait un homme à l'écoute et sensible aux autres. Je peux en parler, car je l'ai mis à l'épreuve quand pour des

raisons d'ordre existentielles, j'ai décidé de quitter l'UCLouvain pour rejoindre les Nations Unies. Je savais qu'il avait placé beaucoup d'espoir en moi et ma vie d'après n'aurait pas été la même si j'avais perdu cette relation privilégiée que me liait à Jean-Philippe. C'est donc avec une grande appréhension que je l'ai appelé pour le prévenir et lui expliquer pourquoi je devais changer de trajectoire. Et il m'a répondu « Si tu penses que c'est important pour toi alors fais-le, je comprends ». Cette phrase libératrice a été la clé d'une autre vie. Par la suite, j'ai continué à publier et participer, parfois à ses côtés, à cet effort de produire un « autre regard » sur les enjeux du développement et ses dynamiques. Rien n'aurait été pareil pour moi s'il avait réagi autrement et s'il avait rompu les ponts.

2. De la question du « voir » et « faire voir » l'indocilité du local

À travers son enseignement et son ouvrage majeur « Le développement des peuples face à la modernisation du monde », Jean-Philippe Peemans a ouvert une voie pour penser autrement le secteur informel et sa place dans le développement réel des gens « du bas ». Et au contact de sa pensée, nombreux d'entre nous avons cherché à porter un autre regard sur les pratiques informelles et populaires de développement au Sud et à documenter « le secteur informel comme économie populaire » (Peemans, 2002, p.383).

L'hypothèse de base qui constitue le fil conducteur de ces recherches est que l'analyse clinique des pratiques populaires, centrée sur la perspective des acteurs eux-mêmes de l'économie informelle, doit permettre, à travers la diversité des terrains, d'appréhender les contours d'un « ailleurs » qui résiste, s'adapte et bien souvent hybride les politiques publiques de développement à leur contact¹⁶. Ce déplacement radical du regard vers ces « acteurs oubliés » des politiques de développement doit amener à une tout autre conception des enjeux actuels du développement et de la question de la transition vers l'économie formelle. On ne peut, en effet, que constater avec Jean-Philippe Peemans le décalage qui existe « entre, d'une part, les demandes de développement des populations telles qu'elles sont révélées à travers la multitude des pratiques développées par ceux-ci au sein de l'économie informelle et, d'autre part, les priorités qui ont été au cœur des stratégies de développement pendant des décennies » (Peemans, 2002, p.247).

Cette prise en compte de la nature particulière des stratégies d'acteurs au sein de l'économie informelle nous confronte à une prolifération rusée et transgressive qui est la source de l'indocilité du local auquel sont confrontées les acteurs dominants, mais qui est loin d'être facile à saisir d'un point de vue méthodologique. De cette réalité vécue de coproduction des espaces et de coexistence de régulations concurrentes, voire conflictuelle, dans les villes du Sud, les statistiques ne connaissent presque rien. Dans l'économie informelle, pas de système observable et lisible qu'apprécient tant les scientifiques et les décideurs politiques. Nous sommes

¹⁶ Lapeyre F., 2014, « Les politiques publiques face à l'indocilité du local » in F. Lapeyre et A. Lemaître (dir.), *op. cit.* ; Meagher K., 2011, "Informal economies and urban governance in Nigeria: Popular empowerment or political exclusion?", *African Studies Review*, no.54(2).

face à des réalités fugaces, mouvantes, déconcertantes et ambiguës qui ne se prêtent ni à la mesure précise, ni au calcul exact, ni au raisonnement rigoureux.

Ces pratiques ne se manifestent pas ouvertement pour ce qu'elles sont et ne se montrent pas au grand jour de la pensée, dans la clarté d'un écrit savant qui se proposerait de les définir. Elles apparaissent toujours « plus ou moins "en creux", immergées dans une pratique qui ne se soucie, à aucun moment, alors même qu'elle l'utilise, d'explicitier sa nature ni de justifier sa démarche » (Detienne et Vernant, 1974, p.9)¹⁷. Comme le disait si bien de Certeau (1980, p.118) : « À monter, descendre, tourner autour de ces pratiques, quelque chose échappe sans cesse, qui ne peut-être dit ni "enseigné", mais doit être pratiqué ».

Mais ces pratiques individuelles ou collectives journalières qui traduisent les demandes de développement des acteurs populaires au sein de l'économie informelle, pour n'avoir pas de discours ni de canaux de transmission audibles, n'en ont pas moins d'existence et de sens en termes de gouvernance et de sécurisation des conditions de vie (en termes d'accès aux besoins essentiels, mais aussi en termes de gestion environnementale) sur un territoire donné (Berkes et *al.*, 2003 ; Gunderson et *al.*, 2002 ; Cannon, 2008).

Dans ce contexte, la pensée de Jean-Philippe Peemans nous a permis de poser les bases théoriques et méthodologiques d'un autre regard sur les pratiques populaires au sein de l'économie informelle à partir, premièrement, de l'analyse des pratiques de sécurisation (individuelle et collective) des conditions de vie des acteurs de l'économie populaire et, deuxièmement, de la prise en compte de la permanence des « résistances populaires » face aux grandes phases d'insécurisation des conditions de vie matérielle.

Tout comme l'olivier quand on l'observe nous raconte comment le jeu du temps, l'a tordu, lacéré, comment l'eau et le vent l'ont obligé, année après année, à prendre cette forme qui n'est ni le fruit du hasard ni celui d'un caprice, mais celui de la nécessité, l'analyse de la réalité des pratiques populaires et de leur évolution dans le temps long est fondamentale, car elles permettent de comprendre les demandes de développement des acteurs populaires et mettent en évidence l'évolution de ces pratiques individuelles et collectives perpétuellement réinventées afin d'assurer la sécurisation matérielle et spirituelle de leurs conditions de vie. C'est ce que George Balandier (2007 : VI) appelait « l'invention permanente de la vie quotidienne, la création matérielle et immatérielle de ce qui est nécessaire à son entretien. C'est l'économie informelle et le monde qui s'en engendrent... C'est l'économie des gens modestes, non plus celle des puissants et des importants, une économie fondée sur la « démocratie » des savoir-faire et une bonne école de créativité ».

On peut voir se multiplier au sein de cette économie populaire des processus d'ajustement et de négociation, de détournement et d'appropriation, parfois de reconstruction et d'invention : façons de « faire avec », qui s'apparentent souvent à des bricolages, mais relèvent parfois de véritables tentatives de définir d'autres modes de « vivre ensemble ». Au sud, ce qui est frappant, c'est le mode d'intelligence qu'un peuple pratique au sien de l'espace d'autonomie qu'il grignote au pouvoir dominant. Comme le dit Kouvelakis (1997, p.21) au sujet du peuple dans la France du dix-huitième siècle : « Cela ne veut pas dire qu'il est très intelligent, très

¹⁷ Detienne, M. et J.-P. Vernant, 1974, *Les ruses de l'intelligence, la métis des grecs* (Paris : Flammarion).

cultivé, qu'il a une vie de roi, mais qu'il possède un mode de compréhension labile, mouvant, prospectif ».

Pendant longtemps dans la pensée dominante sur le développement, et encore trop souvent de nos jours, on a dit : « Les pauvres ont les problèmes suivants, les besoins essentiels des pauvres sont ceux-ci, *etc.* ». Mais toute cette description du quotidien et des attentes des « pauvres » pousse un jour à s'interroger sur ce que pense réellement le « peuple du bas », ou encore les « hommes et les femmes qui composent l'économie informelle », et là, tout le monde tombe à la renverse.

L'économie informelle n'est pas seulement le refuge des pauvres, des femmes et des jeunes en attente ou exclus d'un vrai emploi dans l'économie formelle. Elle correspond aussi à cette économie populaire, constituée depuis des siècles de petits paysans, de marchands et d'artisans, qui se transforme sous l'influence de l'urbanisation, de la mondialisation, des flux migratoires et des nouvelles technologies. Ces économies populaires sont marquées par l'encastrement de l'économie dans un ensemble de structures sociales en perpétuelle construction, réinvention et en équilibre précaire.

Ces dernières années, on assiste à la multiplication des études de terrain qui montrent au quotidien la capacité d'initiative des populations face à la crise de l'économie et de l'État et une volonté de lutter par des formes diverses pour maintenir ou rétablir une dignité de vie (Lapeyre et Lemaître, 2014 ; Hillenkamp et *al.* 2013). Malgré les nouvelles formes de précarisation et d'exclusion endogènes à la mondialisation de l'économie, il ne faut pas conclure que les populations subissent passivement cet état de choses. Loin de la vision de l'acteur populaire comme acteur réactionnaire et archaïque, rétif à toute dynamique de changement, une approche forte en termes de développement doit mettre l'accent sur les stratégies en perpétuelle évolution des acteurs populaires marquées par des processus de réinvention permanente de leur identité et du lien social face aux processus d'insécurisation qui caractérisent leur environnement (Meaghers, 2010 et 2011 ; Trefon, 2004). Il est nécessaire de reconnaître la capacité des acteurs populaires de concevoir le monde et leurs projets de développement en fonction de leur identité culturelle, de leur histoire et de leur lieu de vie et non au travers d'une grille de lecture universaliste proposée par les acteurs dominants (Hart et *al.*, 2010 ; Hillenkamp, et *al.*, 2014).

Ces pratiques émanant de la base, que l'on pourrait qualifier de « populaires », combinent des stratégies individuelles, des formations de réseaux et des constructions associatives plus ou moins élaborées. Elles structurent l'espace de vie des populations et leur assurent tant bien que mal revenu, emploi et accès aux services essentiels. Mais ces petits producteurs locaux sont ancrés dans le « petit marché » local. Celui-ci est un vrai marché, mais il est profondément encadré dans les réalités sociétales et est marqué par la combinaison des logiques de marché, de redistribution et de lien social (Peemans, 2002). C'est donc précisément dans ces espaces sociaux de précarité qui se multiplient que les individus sont susceptibles de redonner du sens à leurs conduites et de réinventer des liens et des échanges avec autrui (Monnier et Droz, 2004 ; Tarrius, 2002 ; Scott, 1985).

À travers des modalités diverses, marquées par la diversité culturelle et sociale, ils expriment de manière plus ou moins inventive leur insertion dans l'économie mondialisée et leur participation à la (re)production de leur lieu de vie. Cette mise à jour des dynamiques de développement réel et de la nature problématique de la modernisation dans les pays en développement a joué un rôle déterminant dans l'analyse des logiques et des conflits d'acteurs et de leur implication en termes d'emploi, de pauvreté et d'inégalités (Peemans 2002 ; Scott 1985 ; Monnier et Droz 2005).

Cette prolifération de pratiques et d'institutions plus ou moins autonomes des acteurs de l'économie informelle a largement échappé aux cadres d'analyse dominants et donc aux processus de formulation des politiques publiques dans le champ de la protection sociale et du développement local. Mais leur prise en compte implique toutefois de s'interroger sur la nature constituante d'un « autre développement » de ces « lignes de fuite ». Celles-ci sont souvent de simples stratégies de survie, ou bien s'inscrivent dans des tentatives de réinvention d'une identité, qui peuvent être elles même facteur de désintégration sociale et de nouvelles formes de violence comme dans le cas du développement de communautarisme sectaire, de mouvements ethniques agressifs ou de fondamentalisme sectaire.

Les « devenirs » qui émergent de la multitude des pratiques populaires, à la suite de la crise de légitimation de stratégies de développement qui ne peuvent tenir leurs promesses d'une amélioration du bien-être pour tous, ne sont pas tous constituants d'un projet partagé d'amélioration durable des conditions de vie d'une population dans un milieu donné. Cette constatation doit nous amener à dépasser une approche idyllique des pratiques et institutions des acteurs de l'économie populaire pour essayer de comprendre d'une part « quelles sont, parmi ces multiples pratiques populaires de résistance, de survie, de solidarité et de sécurisation des conditions de vie, celles qui peuvent donner lieu à « une réinvention d'un être et faire ensemble » et, d'autre part, comment leur venir en appui le plus efficacement possible à travers les politiques publiques.

3. Visibilité et énoncé de l'économie informelle en temps de pandémie mondiale

L'éclatement de la pandémie début 2020 et la nécessité pour les pouvoirs publics de mettre en place des politiques sanitaires et socio-économiques appropriées pour faire face à ses différentes dimensions a mis en lumière deux problèmes majeurs affectant l'efficacité des politiques publiques : d'une part, la faiblesse des systèmes de protection sociale en Afrique et d'autre part, la prépondérance de l'économie informelle dans la structure de l'emploi et les modes de vie de la population. Il semble nécessaire de s'interroger sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur les potentiels changements en cours en termes de visibilité et d'énoncés sur l'économie informelle.

D'un côté, la crise actuelle a mis en évidence l'importance d'une approche inclusive, sensible à la réalité des acteurs opérant au sein de l'économie informelle, à leurs priorités et à leurs

vulnérabilités, notamment en termes de protection sociale et de soutien à l'activité, afin de leur offrir des opportunités réelles de transition vers l'économie formelle.

D'un autre côté, l'indocilité des acteurs de l'économie informelle en temps de gestion de la pandémie peut laisser craindre le renforcement d'une vision néo-vitaliste qui associerait davantage ces acteurs de l'économie informelle à des agents potentiellement infectieux qu'il faudrait réguler à travers des dispositifs biopolitiques, qu'à des acteurs de développement à part entière avec lesquels coproduire de nouveaux chemins de développement durable pour un monde du travail meilleur, centré sur les personnes.

Toujours dominante juste avant l'éclatement de la crise de la COVID-19, la vision « entrepreneuriale » de l'économie informelle va se heurter à la réalité de la résistance des acteurs de l'économie informelle par rapport aux mesures de confinement, à l'application des mesures barrières et, maintenant, aux programmes de vaccination. Ainsi, cette même indocilité entrepreneuriale, d'abord vue comme une source de dynamisme et de résilience, s'est heurtée de plein fouet et parfois violemment aux politiques publiques sanitaires de lutte contre la propagation de la COVID-19.

La crise de la COVID-19 a instauré un nouveau champ de visibilité des acteurs de l'économie informelle par certains acteurs dominants. Ils apparaissent, au sens propre du terme, comme les sans masques, ceux qui commercent sans distanciation sociale sur la voie publique, voyagent dans des minibus surchargés, se révoltent si on cherche à leur imposer des restrictions d'activités, sont réticents à la vaccination, etc. L'économie informelle devient le lieu de visibilité du risque de contagion. Dès lors, de nouveaux énoncés émergent qui capturent ce visible.

L'évidence de ce nouveau régime d'énoncés est que les acteurs de l'économie informelle ne sont pas coupables de ces pratiques à risque, puisqu'ils manquent le plus souvent d'alternative, mais qu'ils sont responsables, dans leurs pratiques, de ce qui vient contrarier l'efficacité des politiques publiques. Ils ne sont pas coupables de leurs pratiques au sein de l'économie informelle, mais responsable de ce qui, dans leurs pratiques – elles-mêmes innocentes – vient mettre en péril les efforts mondiaux de lutte contre la propagation du virus. En les présentant comme responsables et non coupables, ce nouveau régime d'énoncés sur les acteurs informels franchit un seuil moral. C'est en fonction du trouble apporté par ces acteurs de l'économie informelle à l'ordre public, dans sa dimension de politique sanitaire, qu'il apparaît nécessaire de développer un nouveau cadre de politiques à l'attention de l'économie informelle. En d'autres mots, et dans une perspective d'histoire longue, nous voyons émerger une nouvelle version de l'aphorisme du XIXe siècle « classes laborieuses, classes dangereuses », qui cherche à légitimer une politique de « capture » des logiques d'acteurs de l'économie populaire urbaine afin d'affaiblir ces pratiques populaires persistantes qui expriment, nourrissent et développent leurs propres projets de développement constituants qui percutent en permanence les politiques publiques et affectent leurs performances.

Le risque est donc bien de voir émerger une approche néo-vitaliste dans laquelle les acteurs de l'économie informelle seraient assimilés à des agents potentiellement infectieux de la vie de la population, non seulement nationale, mais aussi mondiale, dans un contexte de pandémie. Face à cet « ailleurs » indocile et à ses pratiques qui échappent et « font fuir » le modèle

porté par l'économie formelle, les stratégies de formalisation constitueraient alors un moyen de contraindre l'espace d'autonomie existant au sein de l'économie informelle. Une telle gouvernance biopolitique pourrait s'appuyer sur toute une série d'interventions et de contrôles régulateurs dirigés vers cet ensemble de vivants qui peuplent l'économie populaire. Cela constituerait une étape importante dans le renforcement d'un pouvoir qui s'exerce positivement sur la vie, entreprend de la gérer, de la majorer, de la multiplier, d'exercer sur elle des contrôles précis et des régulations d'ensemble.

Il y a donc bien un risque d'émergence d'une biopolitique de la formalisation portée par certains acteurs qui viseraient à répondre à « la grande colère des faits » que constituent la persistance et la vitalité des pratiques populaires au sein de l'économie informelle qui sont inextricablement encastrées dans la (re)production multiforme du lien social. Cette voie possible doit nous amener à plus de vigilance sur la nature des interventions touchant les acteurs de l'économie informelle et à réaffirmer une approche forte et substantive de la transition vers l'économie formelle comme moyen d'un développement durable porteur de l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations.

Comme me l'écrivait Jean-Philippe Peemans lors d'un de nos derniers échanges sur les travaux que je menais autour de la pertinence du concept de néo-vitalisme pour comprendre l'impact de la crise de la COVID-19 sur les acteurs de l'économie informelle : « je crois que le néo-vitalisme et la politique de capture resteront bien le leitmotiv dans les décennies à venir. Avec une population de l'Afrique estimée à 2 milliards en 2050, il est difficile d'imaginer un affaiblissement « vital » de la dynamique des classes populaires. Et donc la politique de capture prendra des formes de plus en plus violentes et sans doute aussi les pratiques de résistance. Mais en fait je suis plus préoccupé par les forces qui rongent les économies populaires de l'intérieur : les gangs et leur violence croissante, l'affaiblissement de pratiques de redistribution au profit de pratiques maffieuses de plus en plus violentes, et surtout l'influence délétère des réseaux dits sociaux et leurs promesses des paradis d'outre-mer au Nord ».

Pour conclure nous sommes, du fait de la crise de la COVID-19, à un moment clé d'entrelacement des visibles et des énonçables. C'est dans ce « clair-obscur » qu'émergera un nouveau régime d'énoncés dominants qui déterminera pour les prochaines années de quelle manière on envisagera l'économie informelle et on traitera la question de la transition vers l'économie formelle. La question de la nature des transformations structurelles qui l'affecteront reste toutefois ouverte. Il est un fait certain que d'une part, du fait de la pandémie, la question de l'économie informelle est devenue, en Afrique, une priorité des politiques de développement ; et que d'autre part, les politiques publiques visant à faciliter la transition vers l'économie formelle devraient être porteuses de solutions de rechange réelles pour la sécurisation des acteurs populaires.

Il n'y a pas de lignes de fuite et donc de « déterritorialisation », hors de cet « ailleurs » que constitue l'économie informelle, qui n'est socialement et culturellement destructrice sans possibilité de « reterritorialisation » ; cela constitue une épreuve déterminante pour la légitimité de ce projet. Face aux phénomènes d'exclusion, de fragmentation sociale et d'anomie, l'État a la responsabilité de rendre vivable, praticable, pensable le « vivre ensemble » au sein de l'économie formelle.

Pour finir, une petite anecdote au sujet de mon dernier livre. On avait beaucoup parlé avec Jean-Philippe de cette idée de néo-vitalisme que j'avais mis en avant pour essayer de comprendre le changement de regard des acteurs dominants sur les acteurs de l'économie informelle. Par boutade, je lui avais dit que j'allais lui dédier mon livre, mais je savais que c'était bien une chose qu'il ne souhaitait pas.

C'est pourquoi je commence mon livre par une citation d'un texte de Perec qui pour moi traduit parfaitement ce que Jean-Philippe m'a apporté, nous a apporté. C'est mon hommage à un professeur si singulier.

« Comment décrire ? Comment raconter ? Comment regarder ? Sous la sécheresse des statistiques officielles, sous le ronronnement rassurant des anecdotes mille fois ressassées par les guides à chapeaux scouts... Comment aller au-delà, aller derrière, ne pas nous arrêter à ce qui nous est donné de voir. Ne pas voir seulement ce que l'on savait d'avance que l'on verrait ? Comment saisir ce qui n'est pas montré, ce qui n'a pas été photographié, archivé, restauré, mis en scène ? Comment retrouver ce qui était plat, banal, quotidien, ce qui était ordinaire, ce qui se passait tous les jours ? ». Georges Perec in *Ellis Island*.

De la théorie du développement à la gestion publique, récit d'une histoire entremêlée

Marie-Carmen BEX

Diplômée UCLouvain

mcarmenbex@gmail.com

1. Introduction : 7 chapitres pour 7 périodes

L'apport de Jean-Philippe Peemans a été immense, par ses écrits académiques bien sûr, par l'école de pensée qu'il a créée et qui a influencé nombre de futurs et futures scientifiques et académiques. Mais aussi bien au-delà. En effet, nombreuses sont les personnes qui ont suivi son enseignement et qui ont ensuite quitté le domaine académique pour être actives dans la fonction publique, dans le secteur privé, dans l'enseignement, et dans bien d'autres domaines encore.

C'est à ce titre que je souhaiterais lui rendre hommage aujourd'hui. Car à travers mon parcours, c'est l'apport qu'il a pu apporter à des milliers d'autres étudiant·e·s que j'aimerais mettre en lumière et comment son héritage intellectuel a pu aussi influencer le cours des choses hors du monde académique.

L'importance de la vision à long terme et de l'Histoire, l'interdisciplinarité, l'approche systémique, l'importance des réseaux, la prise en compte des plus précarisées, les voix du Sud, la responsabilité du Nord dans la situation du Sud et l'interdépendance entre les deux mondes faisaient partie de sa pensée, originale, parfois radicale et très souvent visionnaire qui m'a accompagnée à travers mon parcours durant ces 30 dernières années.

Cette vision a bien entendu eu une influence, vu les postes que j'ai occupés, sur la manière de concevoir la gestion publique en matière de recherche et d'innovation en Belgique.

Rapidement, je vais vous broser sept périodes particulières.

2. 1^{re} période : l'université 1989-1995 : Période FUSL + UCLouvain

J'avais choisi les sciences économiques, car je souhaitais comprendre le monde à travers les échanges. La macro-économie me fascinait ; la géopolitique aussi.

Il faut aussi resituer le contexte, nous sommes dans les années 80, après les deux crises pétrolières : hymne à la croissance, à la finance. Le résultat des années Thatcher.

C'était aussi les années de grands bouleversements : la chute du mur de Berlin, les bouleversements du bloc soviétique (La fin de l'URSS). Une période de changements, d'euphorie et de découvertes. Une période entrecoupée de chaos et de tragédies aussi avec la guerre en ex-Yougoslavie et le génocide Rwandais.

En 1989, les sciences économiques sont avant tout l'enseignement de la théorie néo-classique, libérale, un peu la théorie néo-keynésienne. L'économie mathématique et l'économétrie y sont triomphantes et la remise en question des hypothèses de ces modèles économiques ne faisait pas partie du cursus.

C'est ainsi que les cours donnés par Jean-Philippe Peemans, à partir de la 1^{re} licence, se distinguaient radicalement. Le premier cours obligatoire « d'histoire du développement économique et social » offrait une vision large du rôle joué par l'économie, une démarche interdisciplinaire et historique. Les autres cours, théories du développement, politique du développement, histoire des théories économiques et j'en passe, ont complété cette démarche. C'est donc tout naturellement que j'ai décidé de faire mon mémoire avec lui. Heureusement pour moi, il a accepté.

Mon mémoire portait pourtant sur un pays du Nord, l'Irlande et la situation de l'agriculture irlandaise dans le cadre de la politique agricole commune, la PAC. MAIS... avec une approche de développement, l'ajout d'un chapitre sur les problématiques environnementales et leurs liens avec les échanges commerciaux, à l'époque où le GATT se transformait en OMC, où l'environnement, malgré le rapport Meadows de 1972, était la préoccupation de quelques-uns seulement. « *Cet aspect fait partie intrinsèque de la vie des populations et doit être pris en compte dans l'équilibre avec le système monde* » disait-il. Il avait parfaitement raison... L'actualité d'aujourd'hui nous le démontre jour après jour avec d'autant plus d'acuité. En cela il a toujours été visionnaire, tout en étant à l'écoute des préoccupations contemporaines. Le lien entre les hommes et la terre était déjà une évidence pour lui. Et cela m'a fortement influencé.

Il m'a ouvert aussi les yeux sur la manière dont fonctionnait notre société, moi, la fille d'ouvriers, d'immigrée, faisant partie « des gens d'en bas » comme il se plaisait à dire avec un profond attachement, arrivé par hasard dans un monde dont je ne maîtrisais pas encore les codes : le monde économique, avec le rôle crucial qu'avaient joué par exemple les syndicats, mutuelles à travers les luttes sociales, mais aussi le monde politique avec ses enjeux, ses batailles, ses alliances et ses réseaux, le monde académique aussi, avec cette logique de piliers encore bien présente en Belgique.

3. 2^e période : la recherche 1996-1999 : Période FUCaM + UCLouvain

Et la rencontre décisive avec Fabienne Leloup, alors professeure aux FUCaM, je la lui dois. Il recherche un profil de terrain, loin de la théorie, me disait-il. Pour être capable de se débrouiller sur le terrain justement, en Afrique. Tu pars barouder deux mois en Amérique latine, tant mieux, cela te fera une expérience supplémentaire...

Un monde s'ouvrait à moi. Un monde d'apprentissage. Le monde de la recherche, et celui de la coopération. Et surtout la découverte de ce continent, de ses peuples, de son fonctionnement, l'application de la macroéconomie au réel et la découverte des logiques de développement qui la sous-tend, en partant des réseaux marchands informels, l'analyse du développement centré sur les « acteurs-trices » plutôt que sur les « biens ». Ces enseignements devenaient tout à coup très concrets, après avoir été une réflexion intellectuelle de haut vol de sa part.

Ces aspects allaient aussi se révéler être les piliers du programme de DEA en population-environnement-développement élaboré par l'UCLouvain quelques années plus tard et que j'ai eu la grande chance de suivre, en parallèle de mes recherches, avec plusieurs personnes ici présentes. **Ce DEA a été d'une richesse impressionnante.** Par les rencontres et le groupe que nous formions et par l'émulation intellectuelle que cette formation a créée. En bon historien qu'il était, je dois à Jean-Philippe Peemans la découverte d'auteurs tels que Fernand Braudel. Nous avions en face de nous des enseignants motivés, passionnés, investis. Et nous avions la volonté de changer le monde.

Ce DEA, J.-P. Peemans en avait été l'artisan, avec une poignée de collègues. Il réunissait déjà, (pour rappel, nous étions dans les années 90), les facultés d'économie, sciences du développement, d'agronomie, les démographes, les départements d'environnement/de sciences. Avec les médecins de santé publique aussi. Un programme inter-facultaire, interdisciplinaire et qui avait su proposer une nouvelle vision tout à fait adaptée aux grands enjeux de notre temps. C'était aussi tout à fait à contre-courant de l'époque !

J'ai découvert à cette période le fonctionnement du monde académique aussi. Avec ses recherches de financement, la précarité des chercheurs, un monde exigeant et aussi très compétitif et qui commençait aussi à être dominé par les *rankings*.

Après un deuxième mémoire consacré aux échanges transfrontaliers en Afrique de l'Ouest et le début d'un projet doctoral avec lui, mon parcours a finalement bifurqué vers l'administration publique, la Politique scientifique fédérale (anciennement SSTC), pour me consacrer en tant que conseillère scientifique au soutien et au financement de la recherche en matière de développement durable.

4. 3^e période : la fonction publique 1999-2009 : Période fédérale (SSTC)

Le sommet de Rio avait eu lieu en 1992, les conventions internationales liées au Climat et à la biodiversité avaient été signées par la Belgique dans la foulée, les premiers programmes de recherche avaient débuté en 1996 et la Loi sur la mise en place d'une politique de développement durable en Belgique avait été adoptée le 5 mai 1997. Ce concept avait le vent en poupe.

L'enseignement de Jean-Philippe aura très certainement influencé ma manière de définir le développement durable justement. À l'époque vue essentiellement par l'intégration de l'environnement dans les politiques économiques. C'était un terme que Jean-Philippe Peemans n'aimait pas d'ailleurs, car il ne remettait pas en question la logique d'accumulation. Il espérait néanmoins que dans ma position, j'allais être capable de garder un sens critique face à cette logique dominante. De mon côté, je le défendais, car c'était pour moi une manière de pouvoir concrètement intégrer le social et l'environnemental dans les logiques économiques dominantes. Mais j'ai aussi toujours cherché à garder ce sens critique. À mon simple niveau, j'ai donc élargi le concept lors de l'écriture des programmes de recherche et des appels à projets et poussé l'intégration des sciences humaines, le développement de projets interdisciplinaires et interuniversitaires.

5. 4^e période : la prise de décision 2009-2014 : Période politique

J'avais donc choisi de me mettre au service de l'intérêt général et de vouloir agir pour la société, à travers mes engagements professionnels et militants. Cela a été un pas plus loin lorsque j'ai accepté de me mettre au service des gouvernements wallons et de la communauté française pour la politique de recherche et d'innovation. Il était mitigé sur ce choix, mais en même temps il m'a soutenu et il considérait que je devais mettre cette responsabilité, cette période, à profit pour changer le cours des choses.

Et je m'y suis attelée, de différentes manières et avec plus ou moins de bonheur, par le refinancement structurel de la recherche fondamentale, par l'amélioration, quand c'était possible, des perspectives de carrière des chercheurs, par l'introduction de nouveaux financements pour des projets de recherche interdisciplinaires et en développement durable. En tentant de garder à l'esprit l'intégration des politiques, la logique systémique et le temps long, un exploit en politique.

Nous nous sommes peu vus, nos fonctions respectives nous laissant peu de disponibilités. « *Le carrousel des dates est reparti* » disait-il.

6. 5^e période : la diplomatie belge 2014-2017 : Période BELSPO

En 2014, je suis repartie vers la politique scientifique fédérale, mieux armée pour mener les concertations avec les régions et Communautés pour définir une politique scientifique « belge » à l'international. Pour lui, la coopération entre régions, il la voyait comme une évidence, lui qui était polyglotte et qui avait travaillé à Leuven, Louvain-la-Neuve, Anvers, Bruxelles, etc.

7. 6^e période : la diplomatie européenne 2017-2020 : Période européenne

Lorsque j'ai représenté la Belgique au sein du Conseil de l'UE pour les aspects recherche, il était critique envers ces institutions et la manière dont l'UE s'était développée. Mais il n'était pas contre le projet européen. Il déconstruisait l'Union européenne tout en cherchant à l'analyser et à en comprendre les enjeux. Et il n'a jamais cessé d'y réfléchir, même lorsqu'il semblait se décourager. De cet héritage, j'en ai gardé des traces. J'y ai travaillé, j'ai participé à sa construction, tout en essayant, encore une fois, de rester critique envers son fonctionnement.

8. 7^e période, la ville : 2020... : Période bruxelloise

Enfin, dernière période, l'actuelle. À côté de la grande Histoire, Jean-Philippe Peemans était très attaché à l'histoire de sa ville, Bruxelles, qu'il chérissait. Il avait le regard critique, mais toujours bienveillant sur cette ville qui avait été défigurée dans les années 70-80. À nouveau dans le temps long et en mettant en avant la place des territoires, il analysait et étudiait son évolution, notamment avec Bernard Declève, et Marine Declève, en termes d'aménagement du territoire, de l'espace public et surtout de l'impact de ses aménagements sur la cohésion sociale. Il a de fait adopté un regard de développement sur des problématiques urbanistiques dans les pays du Nord. Et il rappelait régulièrement l'importance du tram comme moyen de déplacement entre le centre et la périphérie de Bruxelles.

Lorsque je lui ai appris que j'allais participer à la gestion publique de la Région à travers le mandat de Directrice générale adjointe d'Innoviris, l'organisme de financement bruxellois de la recherche et de l'innovation, il considérait que c'était important afin que je puisse « ouvrir de nouvelles voies pour mettre en œuvre les projets et la vision que ton expérience des divers niveaux institutionnels te permettrait de mettre au service de la collectivité avec détermination et cohérence. Pour essayer de créer des emplois de qualité pour l'avenir. Pour continuer à coopérer avec les deux autres régions et obtenir un fort soutien de l'UE. Il espérait aussi qu'avec ce nouveau poste, lié aux mots numérique, digital, IA et autres technologies, j'allais pouvoir orienter des stratégies qui combineront ces promesses avec la promotion de nouveaux acteurs comme ceux de l'économie sociale.

9. Conclusion

Ses encouragements, mais aussi sa vision m'ont accompagné comme un fil conducteur tout au long de ma vie. Ne jamais travailler en silos, toujours faire les liens entre les systèmes et les sous-systèmes, toujours imaginer le devenir à long terme, tout en questionnant les options prises à court terme. Revenir vers les événements historiques pour construire l'avenir. Prendre en compte les plus faibles, les précarisés, les voix du Sud. Et surtout garder un regard critique sur notre société et son évolution. Il était fier, je crois, que je mette en œuvre ses principes dans des lieux de prise de décision et que cela puisse donc se traduire en actions sur le terrain.

Enfin et pour conclure, plus personnellement, nos débats ont toujours été d'une intensité et d'une richesse inégalées. Des éléments de bifurcations ou de différenciation, il y en a eu. Peu, mais il y en a eu. De quoi susciter le débat justement. Et même sans être d'accord entre nous, il a toujours fait preuve d'écoute, d'analyse et d'argumentation. Jean-Philippe Peemans était capable de s'intéresser aux sujets contemporains et de produire une réflexion sur tous les sujets, sans mépris. Et nous arrivions à débattre par la force de ce respect mutuel qui nous liait. L'un de nos débats parmi d'autres de l'an passé, qui portait sur la place des transgenres dans notre société, une question qui m'est chère, en a encore été la preuve. Cher Jean-Philippe, merci pour tout.

Jean-Philippe Peemans : une rencontre qui fait tilt et engendre intellectuellement dans les études du développement

Thierry AMOUGOU

DVLP-UCLouvain

thierry.amougou@uclouvain.be

Dans son célèbre roman *L'Aventure ambiguë* publié en 1961, Cheikh Hamidou Kane¹⁸ recommande aux Hommes de vivre de telle façon qu'à leur mort leur vie ne résonne dans les oreilles des vivants comme un tambour troué. Un tambour troué sonne creux, mieux, il ne raisonne pas et ne peut laisser un son mémorable dans la mémoire des humains...

Les multiples intervenants venus d'Afrique, d'Europe, d'Amérique Latine et d'Asie pour témoigner de la résonance de la pensée de Jean-Philippe Peemans dans leur vie intellectuelle, les enjeux du XXI^e siècle et leurs travaux scientifiques sont des preuves vivantes que l'illustre disparu a qualitativement marqué son temps et de nombreux esprits. Membre de la communauté des passants sur terre que sont les Hommes, Jean-Philippe Peemans m'apparaît comme une personne qui, après avoir été engagée par un monde qui nous accueille sans que nous ayons contribué à quoi que ce soit dans sa construction, s'est ensuite engagée dans ce monde afin d'y laisser des traces dont ses successeurs peuvent bénéficier. C'est donc lorsqu'un membre de la communauté des passants a joué une belle « partition » de son vivant que celle-ci, malgré le fait qu'il nous devance dans la phase ultime du cycle de la vie terrestre, continue de jouer dans nos têtes en rendant ainsi son auteur éternel. L'éternité c'est donc aussi ces traces qu'on laisse et à travers lesquelles celui qui tire sa révérence demeure en vie et d'actualité. C'est donc des traces de Jean-Philippe Peemans sur moi et mes recherches dans le champ du développement dont je m'en vais vous parler dans les lignes qui suivent. Cela à travers quatre étapes où se déclinera chaque fois un aspect de celui qu'encore étudiant en thèse à l'UCLouvain, nous appelions affectueusement JPP. Entendez Jean-Philippe Peemans, mais aussi Jean-Pierre Papin célèbre avant-centre français pour souligner les nombreux buts marqués dans nos cerveaux par ses enseignements originaux. Je vais donc vous parler de ma subjectivité. C'est-à-dire du lien que j'ai tissé avec Jean-Philippe Peemans, ses idées et les conséquences que ce lien a eu sur ma façon de lire les questions de développement. La première étape parlera de la portée civilisationnelle de la pensée de Jean-Philippe Peemans. La deuxième traitera des méandres, arcanes et bifurcations de notre rencontre intellectuelle. Et, enfin, la troisième étape traitera de quelques exemples qui montrent l'importance capitale de sa pensée dans quelques problèmes contemporains de développements.

¹⁸ Cheikh Hamidou Kane, 1961, *L'Aventure ambiguë*, Paris, Julliard.

1. La portée de la pensée de Jean Philippe Peemans : un enjeu civilisationnel

J'ai, en 2022, commis un livre sur le Covid-19. Dans ce livre¹⁹ je relate une chose qui m'a marquée pendant le confinement. Il s'agit de la redécouverte de l'importance de la solidarité. Non seulement les gouvernements demandaient aux citoyens de s'entraider dans cette situation difficile, mais aussi, sans le dévouement des infirmières, des aides-soignantes, des travailleurs sociaux, des facteurs et des services d'hygiène, les sociétés, déjà à la ramasse, se seraient trouvées dans une situation encore plus déplorable. C'est alors que le peuple français, de façon spontanée, a décidé de prendre quelques minutes par jour pour applaudir tous ceux qui prenaient leur temps pour porter assistance et attention tant aux personnes en souffrance qu'à la société malade de la pandémie. Force est de constater que personne n'a posé un tel type de geste de reconnaissance et de remerciement pour le trader, le banquier, le spéculateur, le grand patron et encore moins pour les multinationales pharmaceutiques. C'est la solidarité, une valeur de l'Ancien Monde, qui a été célébrée à la place de l'individualisme et de la concurrence du monde moderne. C'est l'homme solidaire des styles de vie paysans qui a été exalté contrairement à l'homme économique synonyme de compétitivité et d'efficacité dans la modernité capitaliste. Ce sont les valeurs de solidarité qui ont été mises en avant à la place des intérêts en donnant ainsi raison à Albert Hirschman²⁰ suivant lequel les intérêts sont toujours négociables contrairement aux valeurs. C'est donc la solidarité, une valeur ancienne que la modernité capitaliste dévalue et détruit par la promotion d'un homme économique sans valeur et individualiste que le monde a redécouverte pendant la pandémie. En Afrique, c'est aussi vers et dans les villages que des populations ont retrouvé du lien social solidaire pour s'en sortir dans cette période de confinement où elles n'avaient ni vaccins ni moyens pour se nourrir en zones urbaines.

C'est un épisode pandémique qui montre, s'il en était encore besoin, l'enjeu civilisationnel que pose la pensée de Jean-Philippe Peemans tant au Nord qu'au Sud. Cet enjeu consiste à se poser un certain nombre de questions. Alors que la modernité capitaliste est vieille au maximum de cinq siècles (le capitalisme au sens moderne du terme existe, comme le montrent les travaux de Karl Marx, de Max Weber, de Fernand Braudel, d'Immanuel Wallerstein ou de Mark Blaug, depuis le XVI^e siècle), les mondes précapitalistes, leurs pratiques, institutions et leurs styles de vie sont-ils toujours moins pertinents que le capitalisme dans de nombreux domaines et circonstances ? Qu'est-ce que le capitalisme actuel doit à ces mondes et styles de vie anciens pour sa continuité historique ? La rationalité de la machine de guerre bourgeoise qu'est la modernisation capitaliste est-elle meilleure que celle des paysans d'antan et/ou des acteurs populaires actuels en Afrique et en Amérique latine ?

En creux, la réponse à la première question est négative, car c'est une valeur ancienne, la solidarité, qui a sauvé nos sociétés capitalistes modernes de l'abîme pandémique alors que l'individualisme et la concurrence moderniste et modernisatrice étaient abondamment présents. À

¹⁹ Thierry Amougou, 2022, *Pandémisme ou les tremblements de l'Anthropocène. Esquisse d'une société pandémique moderne*, Louvain-la-Neuve, Academia.

²⁰ Albert Hirschman, 2005, *Les passions et les intérêts, justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris, PUF.

la deuxième interrogation, la pensée de Jean-Philippe Peemans permet de voir que la continuité du capitalisme repose, non seulement sur le travail des mondes et des acteurs anciens (la proto-industrialisation en témoigne), mais aussi sur leur réactivation quand la société sans laquelle le capitalisme ne peut exister est ébranlée : le retour aux valeurs solidaires pendant la pandémie. Enfin, pour ce qui est de la rationalité parfaite de l'Homme économique et consumériste, être aujourd'hui devant le mur de l'absence de soutenabilité de la modernité capitaliste est une preuve que le paysan africain, asiatique ou latino-américain qui a continué à produire en respectant les cycles naturels des saisons est plus rationnel par rapport à la soutenabilité des écosystèmes humains que l'agro-industriel capitaliste lancé dans le productivisme et l'extractivisme industriel. Ce ne sont donc pas seulement les contextes Sud qui sont interpellés par la pensée de Jean-Philippe Peemans, mais aussi les contextes Nord où la modernité capitaliste est à la fois au stade le plus avancé de sa dimension technologique et au stade de ses rendements décroissants par rapport à la pauvreté et aux inégalités qui reviennent en force et se conjuguent à l'absence de soutenabilité des écosystèmes. La modernité, comme le dit le poète et résistant français René Char²¹, est receleuse de ses propres malheurs.

Dans cette veine, j'ai écrit, en 2020, un ouvrage où je me pose la question de savoir ce qu'est la raison développementaliste²². En fait, par rapport à la civilisation judéo-chrétienne à la base de l'Occident, le développement qui naît en 1945 est un phénomène très récent. Il est encore plus récent pour le continent africain qui a la civilisation la plus longue au monde puisque c'est le berceau de l'humanité. S'interroger sur ce qu'est la raison développementaliste est donc cruciale, car cela revient à montrer tant son caractère dérisoire face à des civilisations qui depuis des siècles permettent aux sociétés de se reproduire en Afrique et ailleurs, que ses principales caractéristiques. Celles-ci ont divisé le monde en deux catégories de sociétés : celles dites développées, savantes, efficaces et synonymes de bonne vie et d'abondance puis celles dites sous-développées, ignorantes, inefficaces et lieux des carences en tout temps et sur tout. C'est une raison condescendante, violente et classificatrice de telle façon qu'elle se confond historiquement à un ethnocide bienveillant. C'est-à-dire qu'elle se considère comme l'origine et la fin du bon changement social à imposer à tout le monde suivant des critères qui sont les siens dans une dynamique de négation et d'éradication des Autres qui ne sont considérés que comme des existences et pratiques arriérés, rétrogrades, pauvres et non modernes. Se moderniser est donc, suivant cette raison, un mot d'ordre auquel on ne peut déroger sous peine d'être taxé de sous-développé et de demeurer en dehors du développement. Jean-Philippe Peemans, et c'est ce que j'essaie de poursuivre dans cet ouvrage, nous montre que c'est une raison aveuglante et aveuglée.

Aveuglante, car, imbue d'elle-même autant que la classe bourgeoise qui se trouve à son fondement, elle omet volontairement ou non de se rendre compte que l'Afrique par exemple ne peut s'être reproduite pendant des siècles et des siècles avant la naissance du développement en 1945 sans avoir dans sa civilisation pré développementaliste, des savoirs, des pratiques, des institutions et des valeurs qui améliorent la vie des populations et des territoires. Et

²¹ Corinne Bayle, 2021, *La Beauté en partage. Essai sur la poésie de René Char*, Paris, l'Harmattan : Hermann, coll. « Échanges littéraires ».

²² Thierry Amougou, 2020, *Qu'est-ce que la raison développementaliste ?* Louvain-la-Neuve, Academia.

aveuglée parce que se considérant comme une raison *urbi et orbi*, elle a mené le monde tout droit dans le mur du dérèglement climatique, de la destruction de l'environnement et de la dégradation de la biodiversité. Il y a pourtant tant à apprendre des peuples et des civilisations anciennes dans ces domaines. Comment construire une civilisation mondiale où la vie des Hommes s'améliore sans négliger les histoires, les institutions et les savoirs des sociétés tant extra-occidentales que des mondes anciens en prenant en considération à la fois les paramètres diachroniques, synchroniques pour mieux penser le futur des territoires au sens de milieux de vie à construire, me semble le défi civilisationnel que pose la pensée de Jean-Philippe Peemans à travers le champ des études du développement. Cela peut éviter de faire des pays du Sud de simples terrains d'expérimentation de la démocratie libérale, du capitalisme et du marché pour enfin les comprendre comme des entités historiques dont les identités comptent dans la construction des solutions dans leurs trajectoires de développement où ce processus doit devenir une innovation incarnée et non désincarnée comme le veut le modèle dominant de développement²³.

2. Une rencontre qui fait tilt...

Je suis un brillant et jeune étudiant en doctorat d'économie lorsque je rencontre Jean-Philippe Peemans lors de l'année académique 2001-2002. Il faut avouer que j'ai toujours été un étudiant avec des préoccupations qui, d'après ses professeurs d'économie, allaient au-delà du champ officiel de l'économie. De ce fait, mes multiples questions sur l'Afrique et le monde ne trouvaient aucune réponse en économie étant donné que mes professeurs se contentaient de me rappeler que j'étais un économiste et que, par conséquent, ces questions-là ne me concernaient pas. « Bien sûr que si », me disais-je très souvent intérieurement... Comment par exemple parler de pauvreté des pays africains dans les modèles économiques comme si celle-ci était tombée du ciel ? Si ce n'est le cas comme je le supposais, comment en comprendre les fondements et la dynamique sans faire une histoire de l'accumulation capitaliste et de la division du travail qui en découle ?

J'étais donc un étudiant en économie qui, quoique comprenant très bien ce qu'on lui enseignait dans le paradigme néoclassique dominant, n'avait jamais été convaincu par le contenu de cet enseignement. Lors des examens, je remettais aux professeurs ce qu'ils attendaient de moi sans, tant s'en faut, être convaincus. Les hypothèses des modèles économiques, leurs présupposés logiques et leur fonctionnement n'avaient aucun sens où j'avais passé mon adolescence et où j'étais né, c'est-à-dire l'Afrique. Cela était d'une grande violence doublée d'une injustice épistémique à l'endroit des sociétés et des contextes extra-occidentaux. C'est dans cet état d'esprit que j'ai eu la chance d'assister en 2001 à une conférence donnée par Jean-Philippe Peemans sur le processus de développement africain. Enfin, et pour la première fois à l'UCLouvain, j'entendais quelqu'un poser des questions proches des miennes et d'y apporter des débuts de réponses. Cette rencontre a fait tilt dans ma tête, car une semaine après, je devenais un transfuge de l'école d'économie de l'UCLouvain pour le centre d'études du

²³ Thierry Amougou, 2018, *L'esprit du capitalisme ultime. Démocratie, marché et développement en mode kit*, Louvain-la-Neuve, PUL.

développement. Il m'a fallu une grande volonté et du courage pour faire ce changement, car jeune étudiant, je me suis retrouvé entre Jean-Philippe Peemans qui pour moi traitait des thèses qui me parlaient et mon directeur de thèse en économie qui s'inquiétait de la voie pour lui sans issue que je voulais emprunter en abandonnant ce qu'il appelait « la voie royale », à savoir un doctorat en économie. Rien ne m'arrêta cependant et je devins doctorant en études du développement. J'avais été jusque-là un étudiant indocile par rapport aux thèses dominantes en économie et je venais de rencontrer un maître de l'indocilité intellectuelle, quelqu'un avec lequel j'étais à l'aise, car ne se laissant pas frapper par ce que Émile Durkheim appelle le conformisme logique²⁴, suivant lequel les uns et les autres perdent leurs idées propres et leur originalité à cause de ce que les systèmes et les structures politico-scientifiques dominantes imposent comme le scientifiquement et le politiquement correct. Jean-Philippe Peemans m'a permis de sortir des biais de domination et des effets de meute dominants dans la façon dont j'ai été formé en économie²⁵.

Ma thèse en économie s'intitulait « Dépenses publiques et croissance en Afrique ». Elle consistait à étudier la corrélation entre la croissance et les dépenses publiques en Afrique. Comme d'habitude en économie, je m'intéressais dans ce sujet de thèse à l'étude du lien entre deux choses à savoir d'un côté les dépenses publiques et de l'autre, la croissance. Ce que ces deux choses faisaient aux Hommes, à leur vie et aux territoires m'importait peu, car, comme toujours en économie, c'est du bien-être économique des choses et de leurs liens que découle automatiquement celui des Hommes et des territoires sans aucune vérification s'il en est effectivement ainsi. Comme très souvent aussi en économie, je savais très bien ce que j'allais trouver comme résultats pour peu que j'insistasse sur le chômage de masse qui sévit en Afrique comparativement aux abondantes dépenses publiques d'éducation des États africains. Mon nouveau thème de recherche portait désormais sur le dualisme financier en Afrique dans une perspective historique. Je devais étudier, en dehors des théories économiques sur la libéralisation financière, comment, de période en période, et cela depuis la période précoloniale, le Cameroun s'est organisé en tant que société dans ce domaine en tenant compte de sa trajectoire historique singulière. Je n'étais cependant pas au bout de mes peines, car ma rencontre avec Jean-Philippe Peemans se révéla être marquée par une dynamique contradictoire d'attraction et de répulsion. Attraction parce que Jean-Philippe Peemans répondait en partie à plusieurs de mes questions, était indocile intellectuellement et abordait des thématiques cruciales pour moi et capables de construire un autre rapport au développement. Mais aussi répulsion, car Jean-Philippe Peemans était la négation totale de toute ma formation d'économiste. Venant des mathématiques et des sciences naturelles et ayant été formé de la première année au doctorat d'économie à la méthode hypothético-déductive, mon premier couac avec Jean-Philippe Peemans a été de me convaincre qu'il avait une méthode scientifique. Quelle est sa méthode ? Existe-t-elle ? Si oui est-elle scientifique ? Le

²⁴ Razmig Keucheuyan, 2009, « Durkheim, Wittgenstein et les normes de la pensée », *Diogenès*, n°228, pp.82-94.

²⁵ Richard Thaler, 2016, *Misbehaving: The Making of Behavioral Economics*, Norton & Company.

développement est-il un processus scientifique ? Ont été les questions qui m'ont occupé l'esprit au début de notre rencontre.

Habitué aux méthodes de recherche formelles, c'est-à-dire arrêtées et stabilisées au sens d'une règle administrative, de calcul, d'évaluation, de droit, d'un processus ou d'un protocole d'expérience qu'on applique sans la questionner sur son sens et ses valeurs sous-jacentes, je n'avais pas tout de suite vu qu'avec Jean-Philippe Peemans, accorder de l'importance aux acteurs, à l'histoire et à leur influence dans les trajectoires singulières de développement, exigeait d'en sortir pour construire moi-même une méthode de travail de façon substantielle²⁶. C'est-à-dire que je devais, non seulement concevoir des procédés de travail, d'enquêtes et de recueil de données qui n'existent pas avant l'action du chercheur que je suis, de son terrain et de ses enquêtes, mais aussi élaborer des questionnements sur les valeurs, le sens des pratiques et les besoins des sociétés sur lesquelles je travaille. Je venais d'évoluer d'un économiste dont les méthodes sont toujours déjà éculées et stabilisées à un chercheur en sciences sociales et politiques qui devaient construire une méthode de travail interactive et, ainsi, garder toute son originalité en prenant au sérieux les acteurs, les terrains et sa conduite en tant que chercheur par rapport à ceux-ci. Cela me permit de sortir de ce que le sociologue portugais Boaventura De Sousa Santos appelle des « épistémicides »²⁷. C'est-à-dire des méthodes de recherche scientifique incapables de saisir de façon pertinente le réel en régions extra-occidentales parce que conçues dans l'aire culturelle occidentale et équipée moins dans le captage des émergences de développement réel dans les Suds que dans la recherche de l'Occident au Sud. Autant le discours envers les gens et les sociétés définit une forme de conduite verbale performative²⁸, autant, selon moi, la conduite du chercheur et sa méthode sont une forme de conduite scientifique aux effets réels parfois dévastateurs sur les terrains étudiés. Cela revient, par exemple, à alimenter des injustices épistémiques menant à dire que l'Afrique est sous-développée parce qu'on n'y trouve pas dans de nombreux domaines l'équivalent des commodités existantes en Occident sans signaler ce qu'on y trouve de non-occidental et qui améliore la vie des Africains. On ne peut pas trouver ce qu'on ne cherche pas...

Une fois inscrit dans cette recherche méthodologique, je me suis convaincu scientifiquement que le processus de développement, quoiqu'il puisse avoir des éléments scientifiques, comme par exemple, tout ce qui est innovations techniques et technologiques et quoi qu'il puisse être analysé scientifiquement dans les centres de recherche, n'est pas scientifique en lui-même au sens de changement économique-social et politico-anthropologique prévisible par des lois universelles telles que si on les applique en Belgique elles donneraient les mêmes résultats au Sénégal. Le développement, y compris dans sa version dominante, est si complexe qu'on ne peut l'obtenir dans une logique scientifique du type deux atomes d'hydrogène et un atome d'oxygène donne de l'eau (H₂O). Plusieurs contingences liées à l'histoire interviennent dans le processus de développement et ne peuvent être prédites par aucun modèle scientifique. Petit

²⁶ Thierry Amougou & Mathieu de Nanteuil, 2022, *Introduction à la sociologie économique. Analyse critique des organisations et des marchés*, De Boeck.

²⁷ Boaventura De Sousa Santos, 2016, *Épistémologie du Sud. Mouvement citoyen et polémique sur la science*, Desclée De Brouwer.

²⁸ Judith Butler, 2017, *Le Pouvoir des Mots. Discours de Haine et Politique du Performatif*, Paris, Édition Amsterdam.

exemple : Avec la guerre en Ukraine, le blé ukrainien et russe s'est fait rare en Afrique. Il en résulte que de nombreux pays africains ont connu l'essor de la fabrication du pain avec de la farine à base de maïs, de manioc et de patates produites localement dans les villages africains. Voilà un événement politique violent créé par une décision discrétionnaire de la Russie qui change les habitudes de production et de consommation en Afrique avec des effets sur les rapports villes/villages et l'industrie de l'alimentation. Quel modèle scientifique pouvait prévoir une telle situation ?

L'autre difficulté a été que Jean-Philippe Peemans me trouvait dur dans mes analyses au départ, car je lui posais sans cesse la question de savoir comment l'Afrique allait exploiter son pétrole et ses énormes richesses minières avec l'économie populaire ? N'était-ce, sans capitalisme à outrance, signer l'arrêt de mort de ce continent devant le capitalisme extractiviste et industriel occidental ? Je n'ai vraiment jamais eu une réponse concrète à cette question, mais plutôt une réplique qui m'a poussé à renoncer à la poser. « Thierry, tu peux toujours devenir un jeune et haut cadre dynamique au FMI ou la Banque Mondiale si c'est l'exploitation du pétrole par les pays africains qui t'intéresse ! ». Cette réponse a suffi à me calmer étant donné que le ton de la réplique était ferme et pas du tout prêt à plaisanter. Je pense cependant que ces questions visant à savoir comment des sociétés peuvent exploiter de façon non extractiviste et soutenable leurs ressources naturelles pour améliorer leur vie restent cruciales dans une approche alternative de l'économie des ressources naturelles et du processus de développement.

Ma dernière difficulté, une fois la thèse en cours, a été de garder mes propres idées devant l'inspiration inflationniste de Jean-Philippe Peemans. Il faut être capable de gérer l'abondance d'idées en évitant que Jean-Philippe ne fasse sa propre thèse dans la vôtre... J'avais découvert que seule la rareté ne posait pas des problèmes de gestion comme le pensait constamment l'économiste que je suis, mais aussi l'abondance...

3. Et engendre intellectuellement

Mes réflexions actuelles vont dans trois directions où la pensée de Jean-Philippe Peemans est d'un très grand apport pour moi. En voici quelques esquisses où j'essaie de suivre ce qui me semble être un trait saillant de sa méthode d'analyse : l'étude des rapports entre acteurs et territoires sous l'angle des interactions dans le temps long. La soutenabilité des écosystèmes, l'économie informelle et le système financier de développement sont ces centres d'intérêt.

Concernant la soutenabilité des écosystèmes humains, la modernité capitaliste s'avère sous optimale alors que c'est elle qui veut s'imposer à tous à travers le monde. Dans le cas de l'Afrique par exemple, une lecture néo-braudélienne des strates d'organisation de la vie économique montre que l'économie de subsistance est, depuis la période précoloniale jusqu'à la période postcoloniale en passant par la période coloniale, celle qui permet à l'Afrique de vivre après que l'organisation économique nationale puis mondiale ait été respectivement phagocytée par le procès colonial et la division du travail du capitalisme global. L'approche dominante du développement a pour mot d'ordre une modernisation capitaliste qui revient à conduire l'Afrique vers l'économie mondialisée dont les rendements décroissants par rapport à la

soutenabilité des écosystèmes ne sont plus un secret pour personne. Se développer dans cette veine équivaut à inscrire le continent africain sur la sphère de la domination capitaliste et donc de la destruction de l'environnement, de la biodiversité et du dérèglement climatique. Le caractère aveuglant de la raison développementaliste empêche ainsi d'examiner comment mobiliser l'éthos économique de l'économie populaire autant que la civilisation matérielle et spirituelle qu'elle porte pour penser une autre façon de construire des territoires soutenables au sens de milieux de vie. En conséquence, le modèle dominant rêve de construire une soutenabilité à partir du récit-catastrophe de la modernité capitaliste, là où c'est plutôt un récit issu d'une extériorité au capitalisme dominant qui peut inspirer des politiques de développement qui ne se confondent pas à une simple sixième étape du modèle de Rostow²⁹.

Dès lors, l'économie informelle, une autre de mes préoccupations actuelles, voit pulluler des travaux qui visent une formalisation de l'informel comme politique internationale menée par des institutions comme le BIT. Je pense qu'il s'agit, dans cette orientation, des travaux qui font fausse route et qui n'ont pour légitimité que leurs financements internationaux dont le but est d'aligner le monde dans le même paradigme d'organisation de la vie dans les sociétés. Déjà la dénomination économie informelle n'est pas scientifiquement robuste, car historiquement et culturellement parlant, les politiques du BIT ne sont pas plus formelles en Afrique que les pratiques économiques et financières des populations africaines depuis des siècles. Les politiques de formalisation de l'économie dite informelle pêchent donc par une approche hégémonique du formel (*top/down*) en le réduisant uniquement à ce qui relève du droit positif ou qui vient d'Occident en oubliant de voir que le droit en actes existe et qu'il est généré par les sociétés africaines elles-mêmes en tant qu'entités historiques dotées de singularités propres. Il en découle une approche du développement qui devient une mission civilisatrice new-look au sens où elle équivaut à orienter l'Afrique dans l'entonnoir capitaliste alors que le développement devrait consister à mettre en place des politiques, des mécanismes et des incitations permettant à une société de déployer tout son potentiel pour résoudre ses problèmes dans tous les domaines. Pour le moment les politiques de formalisation du BIT sont plutôt dans une perspective stato-centrée et d'orientation des sociétés africaines vers des règles et des organisations éculées du travail et de l'économie sans se poser la question de savoir quelles sont les qualités et les valeurs dont recèle l'économie populaire et qui permettent à l'économie dite informelle d'offrir du travail à la majorité des Africains. Quelles perspectives de développement ouvre l'histoire du développement par le bas que met en évidence l'économie dite informelle ?

Enfin, mon regard se pose ce dernier temps sur la réflexion sur ce qu'est un système financier de développement. C'est un prolongement de la réflexion commencée dans ma thèse de doctorat du vivant de Jean-Philippe Peemans. En économie, on parle de développement financier (*financial deepening*) pour signaler qu'une économie est passée d'une économie d'endettement (dominée par les banques et le financement bancaire) vers une économie de marché (dominée par les marchés financiers et le financement direct par l'émission d'actions et d'obligations). Les économistes expliquent la coexistence d'une sphère financière formelle et d'une sphère financière dite informelle en Afrique par le fait que l'État africain fait de la répression

²⁹ Walt Whitman Rostow, 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil.

financière. C'est-à-dire qu'il intervient de façon intempestive dans les systèmes financiers en fixant de façon autoritaire les taux d'intérêt, en bonifiant les taux et en encadrant le crédit. C'est donc cet État la cause du dualisme financier en Afrique subsaharienne. Cependant mes travaux montrent deux choses qui font voler en éclat cette théorie dite de la répression financière. Premièrement, le dualisme financier existe en Afrique subsaharienne depuis la période coloniale avant la naissance des États africains qui sont censés en être la cause suivant la théorie économique. Cette réalité rend caduque cette théorie, car un phénomène ne peut exister avant sa cause. Deuxièmement, depuis que les politiques de libéralisation ont été mises en place en Afrique subsaharienne depuis les années 1980, on se retrouve, plus de quarante ans après, avec un dualisme financier encore plus renforcé qu'en 1980. Il en découle, non seulement que les théories économiques ne comprennent rien au phénomène et n'expliquent rien du tout de celui-ci, mais aussi qu'elles font une confusion entre un système financier libéralisé en soutien à une économie capitaliste moderne, et un système financier de développement, c'est-à-dire capable de fournir un menu d'instruments et d'institutions financières à tous les acteurs dans une société...

4. Pour ne pas conclure : de Cheikh Hamidou Kane à Marcel Proust

Jean-Philippe Peemans connaissait très bien l'Afrique d'où mon entrée dans ce témoignage par un auteur africain Cheikh Hamidou Kane. Je ne peux achever ce témoignage sans un autre écrivain européen pour boucler la boucle Afrique/Europe d'une pensée qui a sans cesse interrogé l'Occident au regard de l'Afrique et vice versa. La recommandation de Cheikh Hamidou Kane de mener une vie qui, après notre mort, ne résonne pas comme tam-tam troué se retrouve chez Marcel Proust en ces termes : « *Mais, quand d'un passé ancien rien ne subsiste, après la mort des êtres, après la destruction des choses [...], plus persistantes, plus fidèles, l'odeur et la saveur restent encore longtemps, comme des âmes à se rappeler, à attendre, à espérer, sur la ruine de tout le reste, à porter sans fléchir, sur leur gouttelette presque impalpable, l'édifice immense du souvenir* »³⁰.

À notre tour d'entretenir cet édifice immense du souvenir à travers des recherches et des rencontres sur les travaux de Jean-Philippe Peemans afin qu'à sa façon il continue de vivre via nous et les générations futures à travers la vie des idées. Je suis prêt à consacrer mon temps pour une telle aventure intellectuelle, c'est-à-dire à y travailler. Je dois en fait à Jean-Philippe Peemans une dette insolvable, celle de me rendre heureux chaque année lorsque des étudiants en économie se décident, sans concertation aucune, de m'écrire pour me remercier d'avoir fait d'eux de meilleurs économistes. Intérieurement je me dis souvent que cette joie devrait revenir à Jean-Philippe Peemans...

³⁰ Marcel Proust, 1913, *A la recherche du temps perdu Tome I. Du côté de chez Swann*, Paris, Éditions de la nouvelle revue française.

Rencontre autour d'une pensée populaire et complexe.

Des hommes et des sociétés

Claude-Michel LORIAUX
IACCHOS-UCLouvain
claudemichel.loriaux@uclouvain.be

1. Prologue

Les événements qui sont relatés ici sont généralement ignorés de ceux qui sont trop jeunes pour les avoir vécus en direct ou trop vieux pour s'en souvenir. Il n'empêche qu'ils sont importants dans l'histoire des sciences socio-économiques à l'UCLouvain parce qu'ils en ont influencé le déroulement et modifié les orientations prises au cours du temps. L'hommage rendu à Jean-Philippe Peemans est aussi lié au rôle qu'il a joué en rapport avec ces événements depuis leur origine lointaine jusqu'à son décès récent.

2. Jean-Philippe et moi : une rencontre aussi improbable que bénéfique

Ma rencontre avec Jean-Philippe Peemans remonte à l'époque de la création à l'UCLouvain d'un Centre de formation en population et développement, en 1987 dont notre collègue Hubert Gérard assumait la direction belge pendant toute la durée du Centre à l'UCLouvain et le fonctionnaire des Nations Unies Mohamed Mazous la représentation de cet organisme.

Dans un certain sens, cette rencontre fut à la fois une malchance et une chance.

Une malchance parce que je n'avais pas eu l'occasion de bénéficier de ses enseignements, étant son cadet de quelques années et ayant fait mes classes universitaires à Liège (Université de Liège) et pas à Louvain.

Une chance, parce que nous avons pu confronter nos approches du développement qui divergeaient en raison des contextes scientifiques différents qui leur avaient donné naissance, Jean-Philippe ayant été influencé par l'économie classique à laquelle il était attaché institutionnellement et moi-même par la démographie qui était ma discipline principale d'obédience même si j'avais aussi acquis au départ une formation classique d'économiste.

Ce n'était cependant pas cette identité de formation de base qui nous a le plus rapproché, mais le fait d'avoir inscrit parmi nos thèmes d'intérêt prioritaires le développement. Un développement qui était apparu comme une priorité au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Jusqu'alors, le développement n'était pas la priorité et le concept n'était même pas évoqué, ou plutôt c'était son antithèse, le sous-développement et la pauvreté des peuples qui étaient mis en exergue.

Il avait fallu attendre la fin des hostilités et la mise en œuvre du système des Nations-Unies sous la férule des vainqueurs, avec ses agences spécialisées (OMS, FNUAP, BIT...) pour que des chercheurs précurseurs inscrivent les questions de développement dans le champ de leurs préoccupations.

Moi-même, j'avais démarré ma carrière scientifique en m'intéressant principalement aux théories de la transition démographique et du vieillissement des populations qui avaient suscité des débats violents dans la communauté des démographes, notamment, autour des thèses défendues par un de ses brillants représentants, Alfred Sauvy, fondateur de l'INED et animateur d'une école de pensée qui défendait la thèse que le vieillissement démographique – expression dont il revendiquait la paternité – était la principale cause de déstabilisation des sociétés occidentales. Une thèse que personnellement je ne partageais pas parce que je considérais que la baisse de la fécondité – responsable du vieillissement – loin d'être un handicap pouvait être un atout dans la mesure où une population nombreuse n'était plus requise comme autrefois pour assurer la richesse des nations.

Le paradigme qui me paraissait devoir être défendu n'était pas d'adapter les sociétés à la population, mais la population à la société, et d'opter pour des politiques de population qualitatives plutôt que quantitatives. Ces positions me valurent une étiquette de malthusien indécrottable qui persiste toujours aujourd'hui même si elle a perdu de sa virulence.

Cependant, une échappatoire se présenta lorsque je fus invité à donner des formations à Bucarest dans le cadre d'un centre de formation en population et développement baptisé CEDOR et qui avait été attribué au gouvernement communiste de l'époque en remerciement pour avoir organisé sur son territoire la conférence mondiale de la population de 1974.

En fait, ce n'était pas la première conférence démographique, mais celle de Bucarest présentait plusieurs caractéristiques novatrices ; notamment, elle fut organisée pour la première fois dans un pays du bloc communiste et elle accueillit aussi pour la première fois non seulement des scientifiques, mais aussi des représentants politiques de la plupart des pays adhérant au système rénové des Nations-Unies.

Or la surprise des organisateurs fut grande de découvrir qu'un vent de révolte souffla sur la conférence dès sa préparation et que les représentants des pays dits non alignés osèrent critiquer la façon dont le problème démographique mondial (l'explosion des populations) était abordé et remettre en question la façon dont les agences responsables entendaient traiter la population de façon autonome.

La grande nouveauté de Bucarest fut donc de faire prendre conscience que les enjeux démographiques et ceux du développement étaient indissolublement liés.

3. Un nouveau paradigme : intégrer population et développement

C'est ainsi qu'émergea une nouvelle problématique intitulée « Intégrer population et développement » et que les fonctionnaires des Nations-Unies, inquiets de la tournure des événements et de la perte de contrôle des activités en matière de population, firent preuve d'un

grand zèle en multipliant les réunions, les conférences et les projets destinés à révéler les fondements scientifiques de ce qui s'apparenta rapidement à une véritable nouvelle religion qui allait s'imposer pendant de nombreuses années comme un mot d'ordre universel.

Bien sûr, il était assez évident et même trivial de reconnaître que croissance démographique et croissance économique entretenaient des liens, mais en réalité des liens assez complexes difficiles à décoder étant donné que les deux sciences en cause s'étaient développées séparément, avec des méthodes différentes, des paradigmes différents et dans des contextes socio-culturels et idéologiques différents.

4. *Du CEDOR au CIDEP : au-delà d'un changement de dénomination et de localisation*

À peine la conférence de Bucarest terminée qu'un climat insurrectionnel s'installa dans le pays en réaction à la politique répressive imposée par le couple de dictateurs qui dirigeaient le pays (les époux Ceausescu qui connurent un destin funeste pour avoir voulu s'opposer aux aspirations de liberté de leur population). La décision fut prise par les Nations Unies d'arrêter le programme du CEDOR pour le transférer en Belgique où une réflexion avait déjà été entreprise sur la façon d'intégrer population et développement sous une nouvelle dénomination (CIDEP, Centre international de formation et de recherche en population et développement en association avec les Nations Unies) et en renonçant à l'approche causale au profit de l'approche systémique.

Le principal obstacle que rencontrèrent les concepteurs du programme du CIDEP fut de choisir entre une approche causale dominante à l'époque et une approche systémique considérée comme plus novatrice par un certain nombre de chercheurs. On peut dire que l'approche causale est simpliste dans la mesure où elle tend à considérer les phénomènes de population qu'elle traite comme des ensembles clos isolés de toute influence extérieure. En revanche, l'avantage pour les démographes est d'avoir pu donner une description précise des évolutions et d'avoir pu proposer des principes éprouvés d'analyse et de dynamique démographique. L'inconvénient est d'avoir négligé la question de l'explication des évolutions démographiques et d'avoir peu tenu compte des relations avec d'autres types de phénomènes (culturels, religieux, sociétaux...) qui pouvaient avoir cependant une influence déterminante.

5. *Même remarque du côté de l'économie où il était plus facile de se référer à une théorie élaborée par un auteur réputé rattaché à un courant de pensée (libéral, socialiste, communiste) que d'appréhender les phénomènes économiques dans la totalité de leurs manifestations. L'analyse systémique contre l'analyse causale*

Au-delà d'une querelle de mots et de concepts, la pensée systémique se distingue de la pensée causale disciplinaire par le fait qu'elle est globale et qu'elle considère les faits de population et de développement comme des phénomènes sociaux totaux au sens où l'entendait Émile

Durkheim, qui prenaient naissance dans l'ensemble des activités sociétales et non dans des bulles isolées qu'on appellerait la population et le développement.

Le paradigme privilégié à Louvain a donc été celui de l'analyse systémique plutôt que celui de l'analyse causale qui dominait dans beaucoup de domaines d'études. C'était cependant à mes yeux une erreur des démographes comme des économistes d'avoir conçu leur discipline comme des ensembles clos, relativement isolés de toute influence extérieure.

Il était vrai que cette pratique ne manquait pas d'avantages, notamment celui d'avoir pu plus facilement établir des principes d'analyse comme des phénomènes à l'état pur propres à chaque discipline, mais l'inconvénient était d'avoir négligé la question de l'interprétation ou de l'explication des évolutions démographiques et économiques observées et d'avoir peu tenu compte des relations avec d'autres types de phénomènes (sociaux, religieux, culturels, etc.) dont l'influence, pourtant, pouvait être déterminant.

Sans forfanterie, je crois pouvoir revendiquer le mérite d'avoir convaincu la plupart de mes collègues de l'intérêt d'une approche systémique.

Bien sûr, il existait des dérives possibles dues à une pensée systémique exacerbée, consistant notamment à prétendre que « tout était dans tout et réciproquement » ou de ne s'écarter du formalisme de l'analyse démographique ou de l'approche économétrique que pour sombrer dans une forme d'ingénierie des systèmes tout aussi réductrice.

Malgré ces risques après de multiples passes d'armes entre les tenants des deux approches, le choix du paradigme systémique s'imposa non par un goût exacerbé pour la complexité, mais parce que l'on comprit que la réalité des choses fût de plus en plus complexe et qu'elle ne se laissât plus réduire à travers un paradigme de simplicité qui avait démontré ses limites.

6. *La mystérieuse sécession de Jean-Philippe et son ralliement précoce au programme du FNUAP*

Je ne suis pas convaincu que Jean-Philippe Peemans fut acquis dès l'origine à l'analyse systémique tant les approches disciplinaires en vigueur étaient dominantes. Cependant, le fait qu'il n'hésita pas longtemps à rejoindre l'équipe du FNUAP dès qu'elle fut constituée pour remplacer le CEDOR laisse supposer que Jean-Philippe Peemans avait compris l'intérêt de l'approche systémique par rapport à son approche personnelle du développement qui lui était d'ailleurs complémentaire plus que concurrente.

Je me suis souvent demandé ce qui l'avait motivé à prendre ses distances par rapport à l'Institut des Sciences économiques de l'époque alors qu'il en était un des piliers et qu'il est d'ailleurs resté très actif jusqu'à la fin de sa vie en dirigeant de nombreuses thèses de doctorat et travaux de maîtrise d'étudiants et en étant resté membre du SPED (Département des Sciences de la Population et du Développement) jusqu'en 1991 et président de l'Institut d'Études du Développement (créé en 1961).

Finalement, il semble bien que diverses interprétations circulaient sur les motifs de son rattachement au programme du CIDEP, la plupart sans doute assez farfelues et peu convaincantes. Jean-Philippe Peemans avait-il subi des déconvenues par rapport à ses attentes vis-à-vis de l'institution universitaire ou avait-il fait l'objet de critiques de la part de certains collègues septiques qui l'avaient blessé concernant sa conception du rôle de la science économique plus attentive au sort des peuples qu'aux fluctuations des marchés boursiers ? La question reste pendante.

J'ai aussi entendu des échos me portant à croire qu'il y aurait eu une certaine compétition entre Jean-Philippe et moi sur l'orientation à donner au futur programme du CIDEP lorsque nous en discutions. Mais je me suis longuement expliqué sur ce point et je crois raisonnable d'affirmer que Jean-Philippe et moi étions en phase sur une approche méthodologique consistant à mettre en évidence les problèmes plutôt que les théories stéréotypées propres à chaque champ disciplinaire.

7. Plaidoyer pour l'esprit critique et la pensée complexe

Pédagogiquement, nous pensions tout deux que nous devions développer chez la vingtaine de stagiaires du FNUAP qui nous avaient été confiés annuellement leur capacité à poser des questions plutôt qu'à répéter à l'infini des réponses standards qui n'avaient pas lieu et de maintenir en éveil leur esprit critique plutôt que de sombrer dans une pensée unique réductrice et stéréotypée.

Pendant la décennie où le programme du CIDEP fut à l'œuvre à l'UCLouvain (de 1986 à 1996) avant d'être transféré dans des pays du Sud qui avaient été désignés pour assurer le relais dans le Tiers Monde (Maroc, Inde, Amérique latine...), j'ose croire que nous avons réussi à inculquer aux quelque deux cents fonctionnaires (pour la plupart africains) qui reçurent cet enseignement à l'esprit critique visé sans jamais forcer le jugement ni imposer une sorte de loi générale de l'intégration population et développement qui ne peut exister sauf dans l'esprit de ceux qui pensent que les sociétés humaines peuvent être réduites à quelques relations ou à quelques modèles formels.

À cette vision simpliste, je préfère substituer la pensée complexe, à la mode d'Edgard Morin qui rappelle que la pensée complexe est pleine de trous, mais que ce sont précisément ces trous qui la font rebondir et je suis persuadé que Jean-Philippe Peemans partageait cette conception.

Nous aurions d'ailleurs pu renforcer nos liens, notamment en effectuant conjointement des missions d'enseignement dans les centres relais du Sud comme ils avaient été programmés, mais malheureusement les circonstances et l'insécurité politique des pays d'accueil ne le permirent pas.

Je suis convaincu que ces missions communes m'auraient fait découvrir davantage encore les dimensions cachées de ce grand homme, non seulement par la taille, mais surtout aussi par sa rigueur scientifique doublée de qualités humaines peu courantes.

8. Une production littéraire peu commune

Mais revenons sur les apports littéraires du CIDEP. Le CIDEP a eu une production littéraire importante avec notamment une série de cahiers du CIDEP, au nombre d'une trentaine, dont les premiers datent de 1989 avec des contributions de Jean Nzisabira et de Mike Singleton et le dernier de 1993 avec des contributions de plusieurs de nos stagiaires qui avaient suivi le programme du CIDEP et de Marcel Fabry, fonctionnaire des Nations-Unies et premier directeur belge du CEDOR à Bucarest.

Mais la production la plus significative est la collection *Population et Développement* qui compte une douzaine d'ouvrages produits après la fin de la présence du CIDEP à Louvain.

Figurent notamment dans cette collection qui synthétise la contribution du CIDEP pendant une décennie, celui de Peemans et le mien de facture collective (avec une vingtaine d'auteurs qui furent pour la plupart des professeurs du programme global ou des experts externes).

Un lecteur qui voudrait opposer ces deux ouvrages se tromperait lourdement, car à y regarder de près ils sont plutôt complémentaires, le mien étant un plaidoyer pour une approche systémique et celui de Peemans pour une approche davantage historique. Le mien plaide pour une approche globale des problèmes de société et pour une intégration des phénomènes de population au cœur des mutations sociétales, mais on peut en dire autant de l'ouvrage de Peemans au vocabulaire près.

J.-P. Peemans n'était pas seulement un personnage hors du commun, mais avant tout un scientifique « multi-dimensionnel » qui s'était illustré en cumulant des formations universitaires aussi diversifiées que celles de juriste, d'historien et d'économiste lui conférant un profil singulier. C'est sans doute d'ailleurs cette formation multidimensionnelle qui lui a permis d'élaborer la théorie du développement qu'il a forgé et développé dans son maître ouvrage qui constitue un des fleurons de la collection « populations et développement ».

Cet ouvrage de Peemans qui porte le n°10 de la collection brille par un titre explicite qui dévoile les fondements de la pensée forcément complexe de J.-P. Peemans. Il s'intitule en effet « le développement des peuples face à la modernisation du monde » et en sous-titre « essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXe siècle ». Et si cet éclairage laissait subsister un doute sur le contenu du livre, la quatrième de couverture complète et explicite encore son contenu en précisant qu'il est un essai sur l'évolution de la pensée concernant le développement de la seconde moitié du XXe siècle mise en rapport avec l'évolution de son contexte historique.

Son axe majeur est de montrer qu'on ne peut comprendre le processus de formation de la pensée sur le développement ni la diversité de ses orientations que si on la resitue dans une périodisation qui correspond aux inflexions du contexte historique dans lequel elle s'est déployée et aux conflits d'acteurs qui ont marqué ces différentes périodes. Pratiquement, il s'agit en quelque sorte de situer les discours sur le développement et leurs avatars pratiques par rapport aux vicissitudes du « développement réel ».

9. Rôle majeur, mais silencieux

En guise de conclusion, il faut rappeler le rôle majeur et néanmoins « silencieux » que Jean-Philippe Peemans a pu jouer dans la reconnaissance de l'UCLouvain comme pôle international francophone de la pensée sur le développement et cela très tôt à une époque même où le développement n'était encore une préoccupation que pour un petit groupe de chercheurs pionniers et/ou d'ailleurs c'était plutôt le non-développement qui était la préoccupation principale en ligne de mire. Le nom de J.-P. Peemans n'apparaît pourtant guère dans les rapports d'activité du CIDEP, indice de la modestie dont il entendait s'entourer alors qu'il a été un des acteurs majeurs des négociations aboutissant à ce qui fut appelé plus tard « le périple cidépien », le récit d'une expérience de formation et de recherche en population et développement au cours de la période 1987-1995.

Paradoxalement, les deux groupes de chercheurs qui initièrent ce processus ne se connaissaient pratiquement pas, avec d'un côté les membres de l'Institut de démographie (Hubert Gérard, Michel Loriaux et Guillaume Wunsch) et de l'autre côté les membres de l'Institut d'études du développement (Jean-Philippe Peemans, Jean-Marie Wautelet et Frédéric Debuyst) et sans l'initiative du FNUAP et son programme global, il est probable qu'ils auraient continué à œuvrer séparément dans leurs disciplines respectives dans la plus grande ignorance sinon le plus grand mépris des uns et des autres.

Le programme du CIDEP a présenté des spécificités propres qui l'ont distingué des programmes implantés ailleurs dans le monde. Il est notamment le seul programme en langue française ayant bénéficié de l'expérience du CEDOR à Bucarest dont il a retenu et développé l'orientation systémique qui avait déjà été insufflée par son second directeur (Marcel Fabry, fonctionnaire du FNUAP). Moi-même, à cette époque, je fus amené à être l'invité du programme global lorsqu'il était encore dirigé par les fonctionnaires du FNUAP.

Si le programme louvaniste du CIDEP joua quasiment un rôle de précurseur, il fut suivi de près par les programmes en langue anglaise plus nombreux, notamment au Caire (Cairo demographic Centre), aux Indes (Trivandrum, Center for development studies CDS), aux Pays-Bas à La Haye (Institute of Social Studies ISS) en collaboration avec le NIDI (Nederlands interdisciplinair demografisch Instituut) et au Chili (Santiago, Centre latinoamericano demographica).

Plus tard, lorsque le temps prévu pour mettre un terme à l'expérience louvaniste fut écoulé, les dispositions furent prises pour assurer le transfert du programme de formation vers l'INSEA de Rabat qui en devint le dépositaire et reçut le fonds archivistique du CIDEP, la partie redondante étant conservée à Louvain.

Entretemps, le FNUAP poursuivit l'implantation et la multiplication des programmes de formation à destination des ressortissants du Tiers-Monde.

Jean-Philippe Peemans : de l'approche historique à la pensée radicale

Isabelle CASSIERS

ESPO-UCLouvain

isabelle.cassiers@uclouvain.be

Oserais-je vous dire, sans avoir l'air de débarquer de la préhistoire, que ma première rencontre avec Jean-Philippe Peemans date d'il y a exactement un demi-siècle ? Et cette rencontre fut déterminante pour le cours de ma vie professionnelle.

J'aimerais saluer ici la mémoire de quelqu'un qui fut pour moi un maître, un maître authentique, dans ses trois dimensions d'être humain, d'enseignant et de chercheur.

- L'homme ? Je vois en surplomb son regard *affectueusement moqueur*.
- L'enseignant ? Je songe au pratiquant d'une certaine forme de *maïeutique*
- Le chercheur ? C'est un *souffleur de verre* qui m'apparaît, oui, celui qui d'une pâte dense et informe fait surgir un vase, un contenant... Je reviendrai sur cette image plus loin.

C'est en 1972 que, toute jeune étudiante, j'ai suivi son cours *d'histoire du développement économique et social*. Cette matière – l'histoire – qui m'avait semblé si ennuyeuse à l'école devenait soudain captivante. En nous promenant d'Orient en Occident à travers les siècles, il nous parlait des peuples, des lentes transformations de leurs conditions de vie sous l'effet de l'essor du marché – puis du capitalisme –, des changements de structures et d'institutions qui en résultaient, du rôle mouvant des groupes sociaux et de l'État. Sa matière était bouillonnante, vivante. Parfois égarés dans son flot de connaissances, nous lui réclamions un plan du cours – qu'il n'avait sans doute pas – et il se moquait de nos enfantillages. De cette matière si riche, trop riche pour certains étudiants définitivement largués, émergeait progressivement la compréhension d'un *système*.

Je n'ai compris son pari pédagogique, sa manière particulière de faire accoucher les esprits, que trente ans plus tard, lorsque le département d'économie m'a confié la succession de ce même cours. Fameux défi, car je n'avais pas comme lui un diplôme d'histoire... Pour m'y préparer, j'ai demandé à Jean-Philippe de pouvoir suivre les 30h de son dernier enseignement. En guise d'acquiescement, toujours son sourire affectueusement moqueur. Sa pédagogie m'a décontenancée, à une époque où je mettais tant de zèle à introduire diverses méthodes participatives dans mes propres cours : il n'acceptait d'être interrompu par des questions qu'en toute fin de quadrimestre. Et là, les questions des étudiants avaient radicalement changé de substance. Elles ne portaient plus sur tel ou tel fait, tel ou tel événement, elles ciblaient ce que le cours n'avait cessé de désigner en creux, elles s'inquiétaient de *la nature du système*, de la violence systémique, interrogeait le sens même du développement. Jean-Philippe proposait

aux étudiants une définition si simple et éclairante du développement, je vous la cite : c'est la « *capacité qu'ont les populations de reproduire leurs conditions de vie en les améliorant* ».

Au département d'économie, j'ai insisté pour conserver le titre de son cours – devenu mon cours : *Histoire du développement économique et social* que certains collègues auraient aimé abréger en *Histoire économique*. Non, il ne s'agissait pas de retracer les étapes d'un progrès économique linéaire et les cycles de la croissance en Occident depuis la révolution industrielle. Il s'agissait bien de s'interroger sur la capacité des populations, populations plurielles, pauvres autant que riches, dominées comme dominantes, au Sud autant qu'au Nord, de reproduire leurs conditions de vie *en les améliorant*. Conditions de vie ? Le thème est d'emblée nuancé et qualitatif et dérègle les boussoles habituelles des économistes. L'indigence du PIB comme mesure du progrès ou du bien-être saute aux yeux. Quand notre regard sur le monde contemporain est ancré dans une approche historique longue et comparatiste du développement, réduire la prospérité à la croissance économique semble insensé et lourd de confusions dont les populations ne peuvent que souffrir.

Aujourd'hui, je suis infiniment reconnaissante à Jean-Philippe de m'avoir forcée, aux premières heures de ma vie de chercheur, à établir en profondeur les racines de ma propre pensée, en d'autres mots à cultiver une *pensée radicale*. Mais je peux vous dire que j'en ai bavé, et je crois savoir que je ne suis pas la seule de ses doctorants dans ce cas. Peu de directives, toujours l'invitation à approfondir. Une page décevante dans un brouillon de thèse le conduisait à une heure de développement oral qui nous laissait aussi admiratifs que démunis... Avec nous aussi, il pratiquait une certaine forme de maïeutique et nous regardait sans pitié accoucher dans la douleur.

Vers la fin de sa vie active, Jean-Philippe et moi avons conçu le projet d'écrire ensemble une autre histoire de l'économie belge au XXe siècle. Chacun de nous en avait bien écrit quelques fragments, mais il s'agissait de tout remettre sur le métier. Jean-Philippe me proposait de détricoter de fond en comble la lecture conventionnelle du pacte social fondé sur la croissance. De repartir du magma riche des données historiques. Pour en faire quoi ? Il ne le formulait pas, mais je le devinais et j'acquiesçais. C'est là que je le perçois en souffleur de verre. À partir du magma, façonner un vase. Un vase vide, qui précisément désignerait du vide. Peut-être le vide laissé dans la vie des hommes par tout ce que le productivisme et le consumérisme ont détruit de lien social et de subtile qualité d'être. Un vase, encore vide, qui pourrait être une invitation implicite à fleurir l'avenir de tous les acteurs sociaux, à penser la transition comme un chemin radicalement autres.

Nous n'avons pas écrit cet article. Lors de notre dernière rencontre, nous avons encore évoqué ce projet tout en devinant que, le temps passant, il resterait à l'état de rêve. Jean-Philippe m'a confié ce jour-là qu'il était tiraillé par le sentiment d'avoir si peu accompli, et sur le moment cette confiance m'a stupéfiée, venant de de lui, de celui que je considérais comme un maître. Aujourd'hui, j'y vois bien au contraire la qualité suprême d'un maître authentique.

En vous confiant ces souvenirs, je m'interroge : qu'en penserait Jean-Philippe ? C'est son sourire *affectueusement moqueur* qui me répond...

En plus des textes ici collectés, plusieurs autres contributions ont émaillé la journée du 3 octobre ; nous reprenons ci-dessous le programme complet de cette journée intense.

À toutes celles et tous ceux qui ont participé à la journée, que ce soit en y partageant leurs expériences, leurs vécus, leurs savoirs ou en étant là, simplement, un grand merci !

3/10/22



Jean-Philippe Peemans et le développement :
**résonance d'une pensée
radicale**

PROGRAMME

8.30 - 10.30

- Introduction - prof. Andreia Lemaitre et prof. Emmanuelle Piccoli (UCLouvain)
- Un promoteur de thèse qui invite à changer de regard : d'une histoire de l'industrialisation à l'économie populaire et solidaire - prof. Jean-Marie Wautelet (UCLouvain)
- Agricultures, ruralités, paysanneries : un autre regard sur les processus réels de développement rural en longue période. Une relecture de la pensée de Jean-Philippe Peemans. - prof. Grégoire Ngalamulume Tshiebue (Faculté d'Économie et Développement, Université Catholique du Congo & Institut Supérieur de Développement Rural)
- L'apport d'une approche à partir de l'histoire longue dans les études de genre - prof. Sophie Charlier et prof. Isabel Yopez (UCLouvain)
- Les paysans comme acteurs historiques et centraux du développement - prof. Philippe Lebaillly et prof. Etienne Verhaegen (UCLouvain)
- Une relecture de la tension entre reproduction et accumulation dans la pensée de Jean-Philippe Peemans à partir des théories du care - prof. Florence Degavre (UCLouvain)

PAUSE-CAFÉ

11.00 - 13.00

- Approche basée sur les petits paysans : pour un développement rural en termes de perspective de développement durable - prof. Vu Dinh Ton (Université nationale d'Agriculture du Vietnam)
- Résonances de la pensée de Jean-Philippe Peemans sur la recherche critique en urbanisme aux Nords et aux Suds. - prof. Bernard Declève (UCLouvain) & Marine Declève
- Penser le Monde arabe avec Jean-Philippe Peemans - prof. Vincent Legrand (UCLouvain)
- Des liens entre économie populaire et économie sociale - prof. Marthe Nyssens (UCLouvain) (titre provisoire)
- Histoire et théorisation du développement. L'apport de l'analyse des processus en longue durée - Dr. Maria V. Garcia Vettorazzi

DÉJEUNER

14.00 - 15.15

- Jean-Philippe Peemans et la tradition de la dépendance latino-américaine : passerelles et barrières - prof. Raul Gonzalez Meyer (Instituto de Humanidades Universidad Academia de Humanismo Cristiano du Chili)
- De la pertinence de la pensée de Jean-Philippe Peemans pour comprendre l'économie informelle et les enjeux de la transition vers l'économie formelle - prof. Frédéric Lapeyre Directeur (Organisation internationale du Travail)
- De la théorie du développement à la gestion publique : récit d'une histoire entremêlée - Marie Carmen Bex
- Crise du développement comme modernisation capitaliste et critique de la raison développementaliste dans l'histoire longue du développement - prof. Thierry Amougou (UCLouvain)

PAUSE-CAFÉ

15.30 - 17.00

- Rencontre autour d'une pensée complexe pour les études du développement - prof. Michel Loriaux (UCLouvain)
- Comment global et local interagissent pour comprendre les processus de développement en Afrique - prof. Pierre-Joseph Laurent (UCLouvain)
- Jean-Philippe Peemans : Une conception complexe de la « résistance » - prof. Jean-Emile Charlier (UCLouvain)
- Jean-Philippe Peemans : De l'approche historique à la pensée radicale - prof. Isabelle Cassiers (UCLouvain)
- En guise de conclusion - prof. Fabienne Leboucq (UCLouvain)

